

CÔTE D'IVOIRE
**Plus de 700 milliards
de FCFA pour le réseau
routier en 2025**

BURKINA-MALI-CÔTE D'IVOIRE
**La BAD débloque 102
milliards de FCFA pour
connecter les trois pays**



AFRIQUE

Les architectes au sommet



Label de qualité !



EDITORIAL

Happy new year at HOME !

Sur les cendres de 2024 a fleuri une nouvelle année, 2025, année de grands défis et d'espoirs pour l'Afrique !

Et si le continent le plus courtisé de nos jours, présenté comme celui de l'avenir, bouge et gagne, c'est bien parce qu'il n'est plus seulement l'Afrique de la famine, des maladies, des guerres et du terrorisme qui l'endeuillent au quotidien. L'Afrique voit, de plus en plus, pousser sur ses terres de belles routes, autoroutes, monuments et infrastructures qui favorisent la libre circulation des biens et des personnes. L'Afrique d'aujourd'hui connaît de beaux ports et aéroports modernes, qui favorisent la desserte de bien des capitales et villes, favorisant ainsi, le tourisme, le commerce, en somme, qui dynamise l'économie africaine.

L'Afrique d'aujourd'hui regorge de belles infrastructures urbaines notamment hôtelières aussi accueillantes que conviviales. L'Afrique d'aujourd'hui, ce sont ces maisons d'habitation, ces hôpitaux, ces stades omnisports, ces bâtiments administratifs au design exceptionnel, pour ne citer que ceux-là, et dont la beauté extérieure n'a de rival que l'aménagement intérieur, le tout imaginé et conçu par des architectes africains qui n'ont plus rien à envier au reste du monde. L'Afrique d'aujourd'hui, ce sont ces monuments et sites qui en imposent, autant par leur majestuosité, que par la charge d'histoire et de culture qu'ils véhiculent. L'Afrique d'aujourd'hui, ce sont toutes ces villes aménagées avec un goût exquis par des paysagistes aux doigts magiques.

Et ce sont toutes ces initiatives et réalisations que votre magazine HOME, à travers ce premier numéro de l'année 2025, a décidé de mettre en valeur à travers des articles de belle facture réalisés par nos collaborateurs et nos confrères, ainsi que des reportages et informations de première main. Notre raison d'exister c'est VOUS nos chers lectrices et lecteurs. Accompagner, tant les personnes privées que les Etats dans leurs objectifs de développement, votre magazine HOME ne se fixe aucune limite pour porter haut les projets des femmes et hommes d'affaires et des états africains. Autant rien n'arrêtera la progression de l'Afrique vers le développement, autant aucun effort ne sera de trop pour HOME dans son combat pour montrer le nouveau visage d'un continent auquel nous croyons.

Tout en souhaitant à nos partenaires, aux gouvernements africains et à nos lectrices et lecteurs, nos vœux les meilleurs de réussite personnelle et de prospérité, HOME Magazine et sa rédaction internationale, vous réitérent leur dévouement entier pour vous offrir le meilleur de l'information en matière de développement d'immobilier, d'Infrastructures et d'habitat en Afrique.

Bonne et fructueuse Année 2025 à toutes et à tous !



Innocent BELEMTUGRI
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon
Chairman of the Board of BITEL GROUP
Consultant- Founder of Cabinet SEMICA
Chief Executive Officer



SOMM



Les architectes au sommet

PAGE 7

CÔTE D'IVOIRE



PAGE 24

Le pont Henri Konan Bédié, une infrastructure qui apporte de l'oxygène à la ville d'Abidjan

SENEGAL



PAGE 32

Le TER de Dakar, une ligne pour fluidifier le trafic entre Dakar et sa banlieue

AIRRE

AFRIQUE

Voici la liste des dix pays avec les meilleures infrastructures P7

TRANSPORTS EN AFRIQUE

Les plus grands aéroports et les routes plus fréquentées P8

TRANSPORTS

L'Afrique perd 314 milliards de dollars par an à cause des embouteillages P10

BOBO-DIOULASSO

Trois voiries en construction reçoivent une visite surprise du ministre des Infrastructures P12

BOUCLE DU MOUHOUN

Plusieurs localités bénéficient d'un éclairage solaire P13

BURKINA FASO

Un complexe immobilier futuriste pour moderniser les infrastructures urbaines de Ouagadougou P14

BURKINA

Ouagadougou se dote d'un drain pour prévenir les inondations P17

BURKINA-MALI-CÔTE D'IVOIRE

La BAD débloque 102 milliards de FCFA pour connecter les trois pays P18

GHANA

Inauguration d'une ligne ferroviaire de 281 milliards FCFA P19

CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement ouvre la prise en charge médicale des victimes d'accidents de la route à toutes les personnes touchées P20

PARTENARIAT CÔTE D'IVOIRE-UE

Cinq conventions de financement signées pour un montant de 74 milliards de FCFA P21

CÔTE D'IVOIRE

Le Conseil régional du Haut-Sassandra raccorde les villages d'Adjamé et de Zaliouvan au réseau électrique national P22

CÔTE D'IVOIRE

Plus de 700 milliards de FCFA pour le réseau routier en 2025 P23

NIGER

L'Etat va construire 275 km de routes dans l'est du pays P26

NIGER

Le pays se dote d'une usine de fabrication de fer à béton P27

NIGER

Une deuxième raffinerie pour renforcer sa position dans le secteur des hydrocarbures P28

SÉNÉGAL

IFC octroie un prêt vert à la Sococim pour lui permettre d'accroître la production de ciment bas carbone P30

AFRIQUE

Zoom sur dix barrages emblématiques qui abreuvent, éclairent et alimentent le continent P34

BURKINA-MALI-CÔTE D'IVOIRE

La BAD débloque 102 milliards de FCFA pour connecter les trois pays P47

NIGERIA

Une autoroute de 119 km pour améliorer la connectivité interne P48

AFRIQUE DE L'OUEST

Une autoroute pour renforcer l'intégration régionale et diminuer les dépenses logistiques P49

TOGO

La commune du Golf 7 lance le reprofilage de ses voies P50

AFRIQUE

La maison la plus photographiée se trouve au Kenya P62

AFRIQUE

12 bâtiments symboles d'une architecture créative P64



HOME, Le Magazine panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier

The Pan-African Magazine of Infrastructure, Housing and Real Estate

10 BP 524 Ouagadougou 10

Email : marketing@homemag.info

Tel : +226 70 20 24 66

www.homemag.info

Ce magazine est le vôtre ! il vous est offert par BITELE GROUP. Vous pouvez également recevoir la version numérique en vous connectant sur le site www.homemag.info

Directeur de publication
Innocent BELEMTOUIGRI

Secrétariat de Rédaction :
Sylvie ZONGO DALA

Conception Graphique & Réalisation:
BITELE GROUP

Régie/Advertising :
BITELE GROUP

Distribution :
BITELE GROUP

Impression/print :
Africa Print

Tirage/printed copies :
5000 exemplaires

Dépôt Légal N° 2300/2021 du 20/
Décembre 2021

HOME Mag

Janvier - Février - Mars 2025

Pour toutes informations,
contactez-nous :

Par mail : info@homemag.info



**2025 est là, porteuse
d'un nouvel élan pour
notre continent**

**Abordons cette
année avec courage,
optimisme et détermi-
nation pour bâtir un
avenir plus juste
et inclusif**



Bonne et heureuse année

2025

Innocent BELEMTOUGRI

Chevalier de l'Ordre de l'Étalon
Chairman of the Board of BITEL GROUP
Consultant | Founder of Cabinet SEMICA
Chief Executive Officer

AFRIQUE

Voici la liste des dix pays avec les meilleures infrastructures

Afrique du Sud, Ghana, Cap-Vert, Égypte... Voici quelques-uns des pays mis en exergue par un rapport de la Fondation Mo Ibrahim comme figurant parmi les dix pays africains qui se sont dotés d'infrastructures et d'innovations les plus performantes. Un classement établi en se basant sur des critères en accord avec le neuvième Objectif de développement durable (ODD 9) des Nations Unies, qui souligne la mise en place d'infrastructures robustes, une industrialisation inclusive et pérenne, et une stimulation de l'innovation.



Le rapport montre les efforts fournis par plusieurs pays africains pour développer leurs infrastructures et écosystèmes d'innovation.

Comme elle a mis en place des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications de qualité, l'Afrique du Sud trône en première place. D'après le rapport, ces infrastructures mises en place font une croissance économique robuste et attirent des investissements internationaux.

Dans le top 10, le Ghana et le Cap-Vert symbolisent l'Afrique de l'Ouest. Le Ghana se démarque par ses initiatives de numérisation et de connectivité, tandis que le Cap-Vert a réussi à se positionner comme un modèle en ce qui concerne les énergies renouvelables et la résilience économique.

L'Égypte, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie sont les «champions» de

l'Afrique du Nord. L'Égypte, parce qu'elle a effectué des investissements massifs dans les infrastructures numériques et industrielles. À ce titre, elle est devenue un pôle

Le top 10 des pays africains avec de meilleures infrastructures

1. Afrique du Sud - indice de l'ODD 70.8
2. Égypte - 57.9
3. Tunisie - 55.9
4. Maroc - 55.1
5. Algérie - 53.9
6. Botswana - 53.5
7. Maurice - 51.8
8. Ghana - 46.8
9. Cap-Vert - 41.0
10. Eswatini - 40.9

** Selon les données d'un rapport Financing Africa de la Fondation Mo Ibrahim, dressé en 2024.*

stratégique pour le commerce et la technologie en Afrique. La Tunisie se concentre sur l'innovation, bénéficiant d'un écosystème entrepreneurial vivant qui est soutenu par des infrastructures contemporaines. Le Maroc, lui, se distingue par ses investissements dans les énergies renouvelables, notamment avec son parc solaire Noor, l'un des plus grands au monde. Quant à l'Algérie, elle progresse dans le domaine énergétique et industriel, notamment grâce à des projets qui contribuent à la diversification de son économie. En investissant massivement dans des infrastructures modernes et résilientes, tout en encourageant l'innovation, ces pays arrivent à transformer les économies locales en offrant des opportunités pour les citoyens et en renforçant également leur compétitivité sur le plan international.

Source : www.afrique-sur7.fr

TRANSPORTS EN AFRIQUE

Les plus grands aéroports et les routes les plus fréquentées

Le domaine de l'aviation en Afrique sont en pleine croissance importante, obligeant les Etats à ajuster leurs aéroports et leurs routes afin que ceux-ci puissent jouer le rôle essentiel qui est le leur dans la dynamique de connectivité régionale. L'Afrique regorge d'aéroports qui méritent le coup d'œil. Voici une liste des aéroports les plus populaires et des voies de communication intra-africaines les plus performantes.

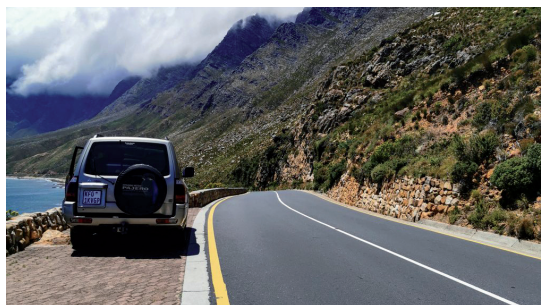
1. Addis-Abeba (ADD), Ethiopie- 893,511 sièges
2. Johannesburg (JNB), Afrique du Sud- 566,534 sièges
3. Nairobi (NBO), Kenya-- 405,045 sièges
4. Le Caire (CAI) Egypte-240,260 sièges
5. Casablanca (CMN), Maroc-234,509 sièges
6. Abidjan (ABJ), Côte d'Ivoire-203,688 sièges
7. Accra (ACC), Ghana-203,682 sièges
8. Dakar (DSS), Sénégal-176,392 sièges
9. Lomé (LFW), Togo-170,926 sièges
10. Entebbe (EBB), Ouganda- 163,329 sièges



Les routes intra-Afrique les plus fréquentées

1. Johannesburg (JNB)-Harare (HRE)-63,559 sièges
2. Addis-Abeba (ADD)-Johannesburg (JNB)-53,817 sièges
3. Nairobi (NBO)-Johannesburg(JNB)-45,540 sièges
4. Nairobi (NBO)-Entebbe (EBB)-45,128 sièges
5. Accra (ACC)-Abidjan (ABJ)-44,626 sièges
6. Johannesburg (JNB)-Windhoek (WDH)-42,106 sièges
7. Addis-Abeba (ADD)-Nairobi (NBO)-41,264 sièges
8. Johannesburg (JNB)-Maputo (MPM)-37,324 sièges
9. Johannesburg (JNB)-Gaborone (GBE) -35,920 sièges

Source : Hello Sénégal



L'Afrique perd 314 milliards de dollars

Dans son rapport intitulé « The role of urban rail in sustainable Africa », le constructeur ferroviaire français Alstom montre que la congestion sur les réseaux routiers urbains en Afrique fait perdre environ 314 milliards USD par an au continent.

L'après le rapport, plusieurs externalités négatives telles que les pertes de productivité liées au temps perdu dans les embouteillages, l'augmentation des émissions de carbone, la pollution de l'air, les accidents, etc. font grimper la note, affectant directement le PIB des pays.

Si une réorganisation des modes de transport existants ne parvient pas à diminuer la charge sur les voies routières, le déficit pourrait atteindre 488 milliards de dollars en 2030. Selon le document, Alstom suggère l'accroissement du rail urbain, qui constitue actuellement seulement 1 % du trafic dans les villes africaines, à 10% en 2030 et 20% en 2050. Ce qui permettrait de ranger environ 8 millions de véhicules au garage quotidiennement en 2030 et presque 29 millions en 2050. Selon le rapport, en Égypte par exemple, le système ferroviaire urbain du Grand Caire permet actuellement d'éviter l'usage quotidien d'environ 175 000 véhicules. Au terme des grands projets en cours, le pays pourrait se passer de l'usage de 595 000 véhicules au quotidien. Cela contribuera à une diminution notable des dépenses associées aux embouteillages, évaluées à 8 milliards de dollars pour Le Caire en 2010, tandis que les prévisions indiquent qu'elles atteindront 17 milliards de dollars en 2030.

Pour ce qui concerne les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂), le transport

routier contribue notamment à environ 27 % des émissions globales de CO₂ liées à l'énergie et près de 25 % au niveau africain. Le scénario suggéré précédemment devrait permettre d'éviter un cumul total d'une gigatonne de CO₂ entre 2023 et 2050. Sur cette durée, on pourrait prévenir 173 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires si les réseaux ferroviaires urbains se nourrissent uniquement d'énergies renouvelables. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour atteindre le « net zéro émission » dans les transports en 2050, il sera nécessaire d'accroître la part du rail à plus de 40 % avant 2030.

Les embouteillages entraînent aussi une augmentation des frais de transport pour les passagers et ont un impact sur le coût des biens. Selon le rapport « State of Africa's Infrastructure Report 2024 » de l'AFC, jusqu'à 40% du coût total des biens sur le marché africain proviennent du transport.

L'ampleur des investissements nécessaires aux projets ferroviaires est aussi un fardeau pour les États qui, face aux défis liés à la mobilisation de financement pour mener à bien leurs stratégies d'action, privilégient d'autres priorités. D'après l'AFC, jusqu'en 2050, l'Afrique devrait en moyenne injecter entre 65 et 105 milliards USD par an pour pallier le manque d'infrastructures et se doter d'un réseau ferroviaire performant.

Source : Agence Ecofin



PORTS

par an à cause des embouteillages



BOBO-DIOULASSO

Trois voiries en construction reçoivent une visite surprise du ministre des Infrastructures

Parallèlement à la réunion nationale entre le gouvernement et le secteur privé, le ministre des Infrastructures, Adama Luc Sorgho, a visité par hasard trois chantiers en construction à Bobo-Dioulasso, dans la province du Houet, dans la région des Hauts-Bassins, le 23 novembre 2024. L'objectif est de surveiller le progrès des travaux de bitumage de plusieurs routes dans cette ville et de soutenir les entreprises responsables de ces travaux.

Les travaux de ces voiries ont été lancés le 26 avril 2024 par le capitaine Ibrahim Traoré, président du Faso. Quand ils seront achevés, elle va contribuer à décongestionner, fluidifier le trafic et sécuriser les usagers, modernisant notamment la modernisation du réseau routier urbain et interurbain.

Lors de la visite des chantiers, Adama Luc Sorgho, le ministre des Infrastructures, a encouragé les diverses entreprises à se structurer en créant des équipes pour travailler de manière continue afin de terminer rapidement les travaux. D'après ses dires, le président du Faso accorde une grande importance à cela, car il souhaite que toutes les infrastructures soient disponibles à temps.

« Nous les avons exhortés à aller plus vite et plus rapidement en mettant plusieurs équipes en place en travaux continus. Ce sont des instructions du Chef de l'Etat, qui voudrait que



les travaux en ville puissent s'achever dans les délais prévus et pour cela, il faudrait que les entreprises travaillent nuit et jour pour livrer les voiries à bonne date et éviter des désagréments aux riverains et aux usagers de la route », a-t-il affirmé. Les deux ministres ont été rassurés

par le président-directeur général de l'entreprise EBB Immo Boubacar Barro quant à l'évolution positive des travaux dans leur ensemble. Et comme preuve, ses équipes travaillent actuellement sur les voiles, les fondations, et à l'issue de cela, les caniveaux seront construits. Il a déclaré : « Nous allons mettre tout en œuvre pour que les travaux soient terminés dans les délais et dans de bonnes conditions ».

Le groupement d'entreprises Somac BTP/ECW, l'entreprise EBB Immo et SCI Kalas International ont été choisis pour réaliser les travaux de bitumage. Les délais de réalisation des travaux en dehors de la saison des pluies varient de 12 à 16 mois pour toutes les voies.

En raison de l'importance des infrastructures routières dans le processus de développement, le Gouvernement de Transition souhaite que les différentes voies soient achevées avant la saison des pluies, en 2025.



Source : SIG

BOUCLE DU MOUHOUN

Plusieurs localités bénéficient d'un éclairage solaire

Grâce au Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR), un site d'accueil des personnes déplacées internes (PDI) et certaines rues de la ville de Dédougou bénéficient d'un éclairage solaire.

La mise en place du Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR) se fait à travers cinq éléments, dont l'un se concentre sur la résilience urbaine, en mettant l'accent sur l'éclairage public. Dans le domaine de l'éclairage public, le projet a installé 40 lampadaires sur le site d'accueil des personnes déplacées internes (PDI) dans le secteur 2 de Dédougou. Outre ce site, près de 295 lampadaires solaires ont été installés dans certaines rues de la ville de Dédougou sur une distance de dix kilomètres.

Le chef d'antenne du PUDTR, Jean Robert Traoré explique : « Nous travaillerons à ce que ces ouvrages d'éclairage public puissent obtenir la maintenance qu'il faut. Si ces batteries et ces plaques sont bien entretenues, elles auront une durée de vie de dix ans et 5 pour les ampoules ». Le programme adopte une approche écologique et économique en utilisant des Candélabres solaires, ce qui permet de diminuer la dépendance



énergétique et à l'impact environnemental tout en prenant en considération les défis liés à la croissance démographique et à l'insécurité.

« Cet éclairage public permettra entre autres d'embellir et développer la ville et les populations pourront mener leurs activités de commerce de nuit en toute sécurité » a confié le 2e vice-président de la délégation spéciale communale de Dédougou, Wanibié Hervé Yé. Gérant de poissonnerie en bordure de la chaussée, Salif Gandema est du même avis. « Grâce à l'éclairage public, nous pouvons nous permettre de rester maintenant au-delà de 23 heures, et faire de bonnes affaires tant qu'il y a l'ambiance » s'est-il réjoui.

En plus de ces travaux de fournitures et d'installation de 335 lampadaires dans la ville de Dédougou, l'installation de 335 autres candélabres dans la ville de Boromo est très appréciée. C'est ainsi que

Camille Yaméogo a affirmé que l'éclairage public aide à diminuer le taux d'accidents sur cette voie qui était autrefois obscure à la tombée de la nuit. Les communes de Siby et de Poura ont également été très représentatives. Chacune d'elles a également reçu 167 candélabres. De son côté, la ville de Fara en a installé 168. L'installation de ces lampadaires sur une distance de 50 km a un coût total de plus de 778 millions de FCFA.

Le PUDTR a distribué 8516 lampes solaires dans le cadre de l'Education en situation d'urgence (ESU) dans la boucle du Mouhoun. En résumé, en ce qui concerne l'énergie solaire, en plus de l'éclairage public, les projets du PUDTR ont aussi touché les infrastructures sanitaires, scolaires et hydrauliques.

Source : DCRP



BURKINA FASO

Un complexe immobilier futuriste pour moderniser les infrastructures urbaines de Ouagadougou

Le Burkina va se doter d'un « complexe immobilier Burkindi Business Center ». Ce projet est mené par le groupe Kastor Africa SA, en collaboration avec l'État burkinabè. C'est un projet immobilier futuriste qui devrait permettre la construction d'un immeuble R+35, de 14 immeubles R+15 et d'un centre commercial sur une superficie de 4,6 hectares. La pose de la première pierre est intervenue le 29 octobre 2024.



Le complexe immobilier Burkindi Center, qui devrait être inauguré dans quatre ans, a pour objectif de transformer le domaine de l'immobilier et de transformer la capitale burkinabè en un centre d'affaires moderne et dynamique. L'objectif du projet est aussi de diminuer les dépenses de l'État liées à la location de bâtiments administratifs.

Ce sera le centre de tous les records au Burkina Faso : le Burkindi Business Center sera en effet composé de 15 immeubles R+15, de la Tour Bur-

kindi de 35 étages qui va être utilisée comme un centre stratégique pour les affaires, de plus de 3 000 bureaux, de 700 appartements résidentiels et d'un centre commercial de trois niveaux. Il y aura aussi quatre parkings de 3 000 places, un centre de santé, une pouponnière, des restaurants et des espaces de divertissement dans le projet. Des locaux de travail, des logements, des restaurants, un centre médical, des boutiques, des espaces de coworking, etc., sont aussi prévus. L'entreprise Kastor Africa SA est à l'origine du projet. Elle collabore avec le Bureau national des grands

projets (BNGPB) et la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR). Selon Issouf Joseph Zagrè, administrateur général du groupe Kastor Africa, le complexe Burkindi va représenter environ 320 milliards de FCFA et se déroulera sur une période de quatre ans. Il n'en reste pas moins qu'Issouf Joseph Zagrè assure que les premiers immeubles seront livrés dans un délai de 24 mois. Le projet entraînera la création de 320 postes directs et de 1 600 postes indirects.

Source : Lefaso.net



NOUVEAUX PACKS

Sanlam AUTO

L'ASSURANCE QUI ME DONNE LE CHOIX

-  PACK AVANTAGE
-  PACK ÉVOLUTIVE
-  PACK CONFORT
-  PACK LIBERTÉ



Contactez-nous

25 49 17 00/09

www.bf.sanlam.com

 **Sanlam**

Vivez en toute confiance

BURKINA

Ouagadougou se dote d'un drain pour prévenir les inondations

Pour éloigner le spectre des inondations, la ville de Ouagadougou, capitale du Burkina, va se doter d'un drain. A la date du 6 novembre 2024, l'état d'avancement des travaux de construction du drain, qui traverse le quartier Tanghin révélait une progression de 66% pour un délai consommé de 71%.

L'Union européenne qui finance l'ouvrage à un peu plus de 9 milliards de FCFA, se dit rassurée par l'évolution des travaux qui permettront de mettre à disposition des populations une infrastructure moderne de drainage des eaux, réduisant ainsi les risques d'obstacles. Trois sites ont été visités. Le premier d'entre eux est canal PK0+00 du drain de Tanghin. Les visiteurs de cette journée ont pu observer les travaux effectués sur ces lieux, en particulier le canal. Afin de garantir l'entretien de l'infrastructure, 16 familles vulnérables qui vivent à proximité du canal ont été dotées de systèmes d'assainissement (poubelles).

Les visiteurs se sont ensuite rendus sur le site du bassin de rétention d'une capacité de 150.000 m³ déjà construit dans la zone de Bangporé. Ce bassin va être utilisé pour évacuer les eaux de ruissellement et faciliter leur évacuation sans causer



de dommages. La zone du Bassin devrait aussi bénéficier d'un site maraîcher, de forages et d'un aménagement paysager.

La visite s'est terminée dans la zone entourant l'hôtel Sopatel Silmandé. Les visiteurs ont pu admirer les travaux qui devraient donner naissance à un canal dans les prochains jours. Selon Sosthène Djiguemé, responsable des opérations de l'Agence municipale des grands travaux (AMGT), après 6 mois de travaux, on observe un taux d'exécution physique de 66% pour un délai consommé de 71%. Selon lui, il prévoit de livrer l'ouvrage avant le début de la prochaine saison des pluies (juin 2025).

La représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Emanuela Delre, a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des travaux du projet d'assainissement, qui apportera des avantages non seulement aux communautés voi-

sines, mais aussi à tous les habitants de la ville de Ouagadougou grâce à l'aménagement du site maraîcher. Selon Maurice Konaté, le président de la délégation spéciale, le projet de drainage et d'assainissement de Tanghin est inclus dans le schéma directeur d'assainissement et contribuera à prévenir les problèmes d'inondations fréquents à Ouagadougou.

Source : Lefaso.net

Le drain de Tanghin en chiffres

- 4578 mètres linéaires de canal trapézoïdal en béton armé,
- 19 ouvrages de franchissement,
- 1 bassin d'écrêtement de 154 000 m³,
- 1 passerelle,
- 212 candélabres solaires,
- Un ensemble d'équipements de signalisation et de sécurité,
- 1 garde-corps en U inversé,
- 1 ensemble d'aménagements paysagers le long du drain,
- 1 ensemble d'aménagements de voiries et réseaux divers,
- 1 plan de gestion environnementale et sociale,
- 1 plan d'action de réinstallation.
- Porté par la commune de Ouagadougou et financé par la Banque européenne d'investissement à hauteur de 9 839 355 000 FCFA, ce projet de construction et d'aménagement, lancé le 7 décembre dernier, a un délai d'exécution de 18 mois.



BURKINA-MALI-CÔTE D'IVOIRE

La BAD débloque 102 milliards de FCFA pour connecter les trois pays

LA Banque africaine de développement (BAD) met à disposition une enveloppe de 102 milliards de FCFA destinée à financer des infrastructures d'intégration régionale. Les routes transfrontalières reliant le Burkina Faso et le Mali à la Côte d'Ivoire devraient ainsi être rénovées et bitumées.

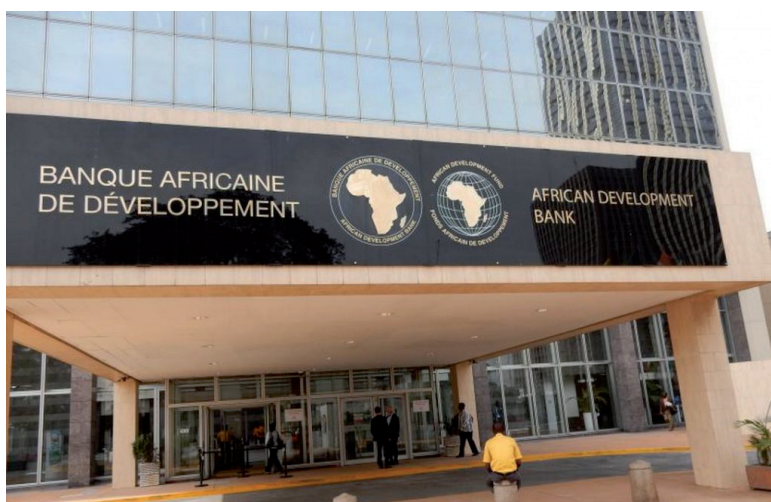


La somme va permettre de moderniser, du côté du Burkina Faso, l'axe stratégique Bobo-Dioulasso-Banfara-frontière Côte d'Ivoire (155 km), de construire

la bretelle Banfora-Orodara (42 km) ainsi que le réaménagement et l'élargissement du pont de 100 mètres sur la rivière Léraba. Pour stimuler l'activité économique et de renforcer la résistance au chan-

gement climatique, 18 kilomètres de routes urbaines et 50 kilomètres de pistes rurales seront construites. Au Mali, le projet d'aménagement et de bitumage de la section Bougouni-Garalo, qui s'étend sur 45 kilomètres, sera financé à hauteur de 73,73 millions d'euros, soit 48,4 milliards FCFA, dans le cadre du corridor Bougouni-Manankoro-frontière Côte d'Ivoire.

Les prêts, octroyés par le Fonds africain de développement et soutenus par des cofinancements de la Banque islamique de développement (BID) et de l'Union européenne, ont pour objectif de renforcer la chaîne logistique, de diminuer les obstacles commerciaux et de promouvoir l'intégration économique régionale.



Source : Sika Finance / Acturoutes.info

GHANA

Inauguration d'une ligne ferroviaire de 281 milliards FCFA

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a inauguré une ligne ferroviaire de 100 km de long à écartement standard (SGR) reliant Tema à Mpakadan, le 22 novembre 2024. Ce projet a nécessité un investissement de 281 milliards de francs CFA.

La nouvelle ligne ferroviaire entre Tema et Mpakadan permettra de diminuer la dépendance au transport routier, de favoriser les échanges commerciaux tout en boostant le développement des régions intérieures. Cette ligne desservira six stations de voyageurs: Tema Harbour, Tema Industrial Area, Ashaiman, Afienny, Shai Hills, Doryumu, Kpong et Juapong et un terminal de fret, reliant efficacement le port de Tema aux régions du nord et aux pays voisins.

Pour le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, cette réalisation historique, la première ligne de chemin de fer à écartement standard au pays, est le symbole des efforts audacieux faits par le pays pour moderniser ses infrastructures de transport et favoriser sa croissance économique. « Ce projet est la preuve de ce qui est possible lorsque la vision, l'engagement et le travail acharné s'alignent. En tant



que président, je me suis engagé à donner la priorité à la relance et à l'expansion du secteur ferroviaire du Ghana et aujourd'hui, nous faisons un autre pas de géant en avant pour tenir cette promesse », a-t-il déclaré.

La nouvelle ligne ferroviaire à écartement standard reliant Tema à Mpakadan va réduire les dépenses de transport, les embouteillages et la pollution, rendre le port de Tema plus compétitif et renforcer la sécurité routière. En incorporant le transport par voie fluviale et ferroviaire, la nouvelle structure devrait permettre une réduction des dépenses liées au transport des marchandises entre le nord du Ghana et

les pays voisins comme le Burkina Faso.

Les chemins de fer jouent un rôle crucial dans la diminution des dépenses logistiques et dans la promotion de l'intégration régionale. Le gouvernement ghanéen espère ainsi transformer le domaine des transports par rail en un moteur de développement.

La ligne ferroviaire Tema-Mpakadan fait partie d'un projet d'expansion majeur du réseau ferroviaire, qui prévoit la construction de 4 000 km de voies ferrées dans le pays.

Avec La Nouvelle Tribune / Invest Afrique



CÔTE D'IVOIRE

Le gouvernement ouvre la prise en charge médicale des victimes d'accidents de la route à toutes les personnes touchées

Connues ou non, assurées ou non, toutes les personnes impliquées dans un accident de la route recevront une assistance médicale systématique. Ainsi en a décidé le gouvernement ivoirien en conseil des ministres le 20 novembre 2024.



La réunion gouvernementale a adopté un décret réorganisant les missions et les conditions de financement du Fonds de garantie automobile (FGA) et des procédures d'indemnisation des victimes des accidents de la circulation couverts par le Fonds, afin de les ajuster à la multiplication des accidents de la circulation. Et par conséquent, garantir une prise en charge améliorée des victimes. Se-

lon Amadou Coulibaly, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, ce décret élargit la protection du FGA à toutes les victimes d'accidents de la circulation qui sont admises dans les urgences des hôpitaux publics et centres de santé agréés.

Ce décret élargit également la base de contribution du Fonds afin d'augmenter les ressources financières nécessaires pour assurer une prise en charge médicale systématique

de tous les accidentés de la route, a-t-il ajouté. Il instaure « un nouveau système de prise en charge des victimes, comprenant un nouveau barème d'indemnisation et un mécanisme de coordination de tous les organismes impliqués afin de renforcer leur collaboration et d'améliorer la prise en charge des victimes », a expliqué le ministre Amadou Coulibaly.

Dans l'ancien texte, a fait remarquer le ministre de la Communication, seules les victimes d'accident dont l'auteur n'était pas assuré ou n'avait pas de couverture d'assurance étaient prises en charge. Grâce à ce nouveau texte, toutes les victimes bénéficient d'une prise en charge systématique. En d'autres termes, quelles que soient les assurances de l'auteur de l'accident, la victime bénéficie de cette garantie qui lui permet d'accéder aux soins appropriés dans les hôpitaux publics et dans les structures sanitaires agréées.



Avec Lebanco.net

PARTENARIAT CÔTE D'IVOIRE-UE

Cinq conventions de financement signées pour un montant de 74 milliards de FCFA

Le mercredi 27 novembre 2024, cinq accords de financement ont été conclus entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne (UE) pour un montant total de 112 millions d'euros, soit environ 74 milliards de FCFA. Ces accords visent à soutenir la Côte d'Ivoire dans divers domaines tels que le développement durable, la sécurité, la gestion des ressources naturelles, la transition énergétique et la gestion des migrations. Les documents ont été signés à Abidjan-Plateau par le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, et l'ambassadeur de l'UE en Côte d'Ivoire, Francesca Di Mauro.



Le Contrat objectifs de développement durable - Croissance inclusive et durable en Côte d'Ivoire (CODD-CID-CI) a un montant de 50 millions d'euros, ce qui équivaut à 32,79 milliards FCFA. Il permet à l'État ivoirien de bénéficier d'un soutien financier pour les réformes mises en place dans le cadre de la mise en place de son Plan national de développement 2021-2025, dans le but d'atteindre une croissance inclusive et durable. La deuxième convention concerne le « Programme d'appui aux systèmes sylvicole et agroalimentaire durables en Côte d'Ivoire (PASSAD) », qui a un budget de 22 millions d'euros, soit 14,43 milliards de FCFA. L'objec-

tif principal de ce programme est de créer un système sylvicole et agroalimentaire durable, en mettant l'accent sur la gestion durable des forêts et la sécurité sanitaire des aliments. Les cinq conventions incluent le « Projet d'appui à la production d'énergie verte (PAPEV) », qui a un budget de 15 millions d'euros, soit 9,84 milliards FCFA. Sa contribution à la transition énergétique de la Côte d'Ivoire consiste à favoriser la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables. Il y a aussi le programme « Combattre le blanchiment d'argent, financer le terrorisme et prévenir l'extrémisme violent », qui a un budget de 15 millions d'euros, soit 9,84 milliards de FCFA. Ce programme consolide le

système de sécurité et de gouvernance nationale, en combattant les flux financiers associés.

La convention numéro cinq porte sur la « Gestion des migrations », avec un budget de 10 millions d'euros, ce qui équivaut à 6,56 milliards de FCFA. L'objectif de cette convention est de relever les défis migratoires en instaurant des dispositifs d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour volontaire, y compris ceux venant d'Europe. Ce programme adopte aussi une perspective de genre et fondée sur les droits humains afin de renforcer les compétences des communautés d'accueil.

Avec Abidjan.net

CÔTE D'IVOIRE

Le Conseil régional du Haut-Sassandra raccorde les villages d'Adjamé et de Zalihouan au réseau électrique national

En Côte d'Ivoire, trois villages de la région du Haut-Sassandra vont pouvoir goûter aux délices de l'électricité. Les villages d'Adjamé et de Zalihouan, dans la sous-préfecture de Gadouan (Ouest ivoirien) viennent en effet d'être connectés au réseau électrique national.

Ainsi, après Tiebadougou, c'est au tour des gros villages d'Adjamé et de Zalihouan, d'être connectés au réseau électrique national. La mise sous tension de ces gros villages a été faite le jeudi 19 décembre 2024 par Mamadou Touré, aux côtés du ministre d'État, conseiller à la présidence, Jeannot-Ahousou Kouadio.

C'est une promesse de campagne que Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique par ailleurs président du conseil régional du Haut-Sassandra vient ainsi d'honorer. Ces villages qui n'ont jamais été électrifiés depuis leur création, n'avaient pas d'eau également. Pendant la campagne électorale, Mamadou Touré avait pris l'engagement de les sortir du noir une fois élu. Et aujourd'hui, c'est chose faite.

« Le Ministre d'État Jeannot Ahoussou-Kouadio et moi-même avons mis en service l'électricité et l'eau dans le campement d'Adjamé-Guipri et l'extension électrique à Zalihouan. Cela fait plus de 50 ans que cette promesse de développement était attendue. J'ai pris l'engagement, il y a un an de répondre aux besoins de toutes nos populations », a commenté M. Touré sur sa page Facebook.

« Grâce à un investissement de plus de 5 milliards de FCFA dans la région du Haut-Sassandra, nous avons concrétisé des projets dans ces campements trop longtemps oubliés. En leur faveur cette année ce sont : 284 millions pour l'éducation, 144 millions pour la santé, 161 millions pour l'hydraulique, 102 millions pour l'électricité, et 230 millions pour la réhabilitation de 346 km de routes. Le Conseil régional a donc investi au total 922 millions de FCFA pour améliorer la vie de ces populations », a-t-il ajouté.

Source : [Lemeridien.ci](https://www.lmeridien.ci/) / Page Facebook de Mamadou Touré



CÔTE D'IVOIRE

Plus de 700 milliards de FCFA pour le réseau routier en 2025

La Côte d'Ivoire va consacrer plus de 700 milliards de FCFA à son réseau routier, selon le ministre des Infrastructures économiques, Amédé Koffi Kouakou, qui a présenté, le 6 décembre 2024, un budget s'élevant à 703,07 milliards de FCFA, qui représente une augmentation d'environ 50 milliards par rapport à l'année précédente.

Selon le ministre Amédé Kouakou, ce budget revêt une grande importance pour le progrès socio-économique de la Côte d'Ivoire. L'enveloppe permettra, d'après lui, de renforcer le réseau routier, indispensable au désenclavement des zones rurales et à la facilitation des échanges marchands.

L'enveloppe va aussi financer une série de grands projets d'infrastructures visant à améliorer la qualité et la sécurité des voies routières dans tout le pays. La réhabilitation des infrastructures existantes, avec le bitumage de 1 922 km de routes, est l'un des projets prioritaires, ainsi que la poursuite de l'exécution du Programme d'entretien routier



(PER) 2023-2025.

La Côte d'Ivoire possède actuellement l'un des meilleurs réseaux rou-

tiers d'Afrique, et les problèmes de retard dans les travaux sont en passe d'être réglés. Son réseau routier couvert est passé de 6 500 km en 2015 à 7 731 km en 2023, avec 42% des routes en bon état.

Ce budget est considéré comme un progrès important pour le pays, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de l'accessibilité et de la mobilité des citoyens. On considère également les investissements dans les infrastructures routières comme un moyen de favoriser la croissance économique, de générer des emplois et d'améliorer la qualité de vie des citoyens de la Côte d'Ivoire.

Source : acturoutes.info



CÔTE D'IVOIRE

Le pont Henri Konan Bédié, une infrastructure qui apporte de l'oxygène à la ville d'Abidjan

Le pont Henri Konan Bédié, également connu sous le nom de « 3^e pont », a une longueur de 1,5 km en 2 x 3 voies et une largeur de 28 m. Il est l'un des plus grands projets d'infrastructure en Afrique de l'Ouest. En décembre 2014, le troisième pont qui traverse la lagune Ebrié a été inauguré.



À cause de la croissance urbaine très importante, les deux premiers ponts étaient très remplis aux heures de pointe. Le pont Félix Houphouët-Boigny, construit en 1957, et le pont Général De Gaulle, construit en 1967, sont donc désengorgés par l'ouvrage, permettant ainsi un gain de temps important pour de nombreux habitants de la capitale économique ivoirienne.

La construction du pont HKB, dont le coût initial est de 152 milliards de FCFA, fait partie d'une initiative du gouvernement visant à améliorer la circulation dans le district d'Abidjan. Il contribue également à améliorer les résultats du secteur commercial et industriel.

Les parties nord et sud de la capitale économique sont reliées par le pont HKB, qui apporte une véritable

oxygénation. Suite à la création de nombreux emplois pendant les travaux, le projet compte plus de 1 500 employés, dont 90 % d'Ivoiriens.

Pont à péage, il est fréquenté quotidiennement par plus de 70 000 véhicules. Depuis le 2 janvier 2015, les tarifs sont : 500 FCFA pour les voitures, 1 500 FCFA pour les cars et camions et 3 000 FCFA pour les poids lourds.

Source : www.gouv.ci



NIGER

L'État va construire 275 km de routes dans l'est du pays

Le gouvernement du Niger va doter les régions possédant des ressources minières et pétrolières, en infrastructures essentielles afin de permettre aux populations locales de bénéficier de ces ressources.

Lors du forum « Mieux vivre avec le pétrole » à NGourti, le Premier ministre Ali Lamine Zeine a fait savoir que la zone pétrolière dans la partie est du pays sera désengorgée grâce à la construction de 275 km de routes. La future route, d'un montant total de 220 milliards de francs CFA (environ 355 millions de dollars), reliera N'guigmi à Jango, via Koulélé. « Nous ferons en sorte que ce qui a été prélevé et destiné à la zone arrive effectivement à la zone », a assuré M. Zeine.

Le président Abdourahamane Tchiani a fait adopter une ordonnance sur « le contenu local » afin d'assurer que les communautés résidant dans les zones d'industries extractives profitent directement des



ressources produites par ces activités productives. Un défi crucial pour le Niger, qui génère 100 000 barils de pétrole quotidiennement.

Les annonces du Premier ministre, qui concernent également la construction d'un hôpital et d'éta-

blissements scolaires dans le département de NGourti, ont été saluées par les autorités locales, en particulier le président du conseil régional de la jeunesse de Diffa.

Avec Acturoutes.info



NIGER

Le pays se dote d'une usine de fabrication de fer à béton

Le Niger a inauguré, le 25 novembre 2024, une usine de fabrication de fer à béton à Badaguichiri, dans la région de Tahoua, au nord-est du Niger. Le joyau, construit par la société Niger Steel Group Company Ltd, coûte deux milliards de francs CFA. Il a pour objectif de produire 20 000 tonnes par an et de créer 120 emplois.



Avec cette usine portée sur les fonds baptismaux, le pays vogue vers « la réalisation de la nouvelle vision d'un Niger industrialisé et économiquement indépendant », s'est enthou-

siasmé le ministre nigérien en charge du Commerce, Seydou Assman, pour qui l'étape est essentielle. Afin de soutenir cette industrie, un arrêté du 21 novembre interdit l'exportation de la ferraille, qui est indispensable à la production.

Avec ce lancement, le Niger franchit un palier de plus vers son industrialisation. Dans trois ans, quand l'usine sortira complètement du sol, le pays disposera de moyens de production locaux pour répondre à ses besoins en fer à béton. Cette nouvelle usine contribuera à renforcer le secteur de la construction, à améliorer l'équilibre commercial du pays et à créer de nouvelles opportunités pour les entreprises nigériennes. Pour autant, le gouvernement nigérien ne ménage pas ses efforts pour attirer les investissements étrangers et créer un environnement propice au développement des entreprises. En 2023 déjà, une cimenterie d'une capacité de 3 000 tonnes par jour avait également été ouverte à Badaguichiri. L'installation compte 500 employés directs et 1 000 employés indirects et joue un rôle essentiel dans la chaîne de valeur locale et nationale.



Avec Journalduniger.com /
Agence nigérienne de presse

NIGER

Une deuxième raffinerie pour renforcer sa position dans le secteur des hydrocarbures

Le Niger renforce sa position dans le secteur des hydrocarbures en Afrique de l'Ouest, une région marquée par des défis d'approvisionnement en carburant, avec le lancement, le 19 décembre 2024, des travaux préliminaires d'une deuxième raffinerie dans la région de Dosso, au Sud-ouest du pays.



L'infrastructure aura une capacité de traitement de 100 000 barils par jour. Le projet intègre également un complexe pétrochimique, témoignant de la volonté du Niger de développer une filière pétrolière complète.

Cette raffinerie est la fruit d'un partenariat entre le gouvernement nigérien et le groupe canadien Zimar, qui a fait ses preuves dans le domaine du raffinage. Des cabinets nigériens et internationaux sont à l'œuvre pour l'étude de faisabilité, première étape cruciale du projet, pour une durée de trois mois. Après cette étape qui devrait être validée par le ministère nigérien en charge du pétrole, suivra la signature du contrat définitif, puis la phase de construction estimée à 17 mois.

« La construction de la raffinerie

et du complexe pétrochimique à Dosso représente non seulement un projet ambitieux, mais également une opportunité exceptionnelle pour notre pays. Ce partenariat stratégique avec Zimar s'inscrit dans notre vision de promouvoir une industrialisation durable, génératrice d'emplois et d'opportunités pour nos concitoyens », a affirmé le général Salifou Mody, représentant le gouvernement nigérien.

« L'accès à des ressources énergétiques traitées localement est essentiel pour notre développement. Ce projet contribuera à la transformation de nos ressources naturelles, réduisant notre dépendance aux importations et stimulant notre économie locale », a-t-il ajouté, promettant que le gouvernement veillera à ce que ce projet respecte les normes environnementales et sociales.

Le montant total de l'investissement reste confidentiel. Mais l'envergure du projet laisse pressentir un impact économique considérable, car il permettra au Niger de multiplier par six ses capacités totales de raffinage, se donnant ainsi les moyens de consolider son autonomie énergétique et d'envisager l'exportation de produits pétroliers vers les pays voisins, dans une région marquée par des défis d'approvisionnement en carburant et où les questions d'indépendance énergétique occupent une place centrale dans les stratégies de développement nationales.

Pour rappel, le pays dispose déjà d'une raffinerie à Zinder traitant 20 000 barils quotidiens.

**Avec Lanouvelletribune.info /
Agence nigérienne de presse**



Ne maam

pour plus de : ■ **fiabilité** ■ **sécurité** ■ **innovation**

 ***144#**
Fiable - Sécurisé - innovant

 Orange
Money

SÉNÉGAL

IFC octroie un prêt vert à la Sococim pour lui permettre d'accroître la production de ciment bas carbone

La Société financière internationale (IFC) accorde un prêt vert de 75 millions d'euros, soit un peu plus de 49 milliards de francs CFA, à la Sococim, un des principaux cimentiers intégrés au Sénégal. Cette somme lui permettra d'accroître la production de ciment bas carbone et de contribuer à combler le déficit de logements dans le pays.

L'annonce a été faite par Makhtar Diop, directeur général de l'IFC, lors d'une visite au Sénégal. Au cours de son séjour au Sénégal, il a réaffirmé l'engagement d'IFC en faveur du programme de développement national « Vision Sénégal 2050 ». C'est durant ce séjour que IFC a annoncé deux nouveaux finance-

ments en faveur de projets visant à favoriser le développement social et économique ainsi qu'à créer des emplois dans les secteurs du tourisme et de l'industrie manufacturière du pays.

L'un des bénéficiaires de ces financements est la Sococim qui a déjà profité d'un financement en février 2023 et qui, cette fois-ci, se voit accorder un nouveau prêt de 49 mil-

liards de francs CFA. Le nouveau financement soutiendra le plan de modernisation des opérations de Sococim, y compris l'adoption de technologies plus efficaces et de combustibles alternatifs tels que la biomasse. Cette initiative devrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise de 312 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an d'ici à 2030.





« Ce prêt permettra d'accélérer la mise en œuvre de notre plan climat - institué depuis 2019, au travers de la construction de notre nouveau Four 6. En modernisant nos lignes de production, Sococim Industries s'engage durablement dans la décarbonisation de nos process de production, afin de réduire notre empreinte carbone et améliorer notre performance énergétique. A

terme, notre cimenterie utilisera 70% de combustibles de substitution - contre 30 à 40% actuellement, favorisant ainsi la réduction du facteur clinker et la production d'un ciment bas carbone », a annoncé l'entreprise dans un communiqué. À noter que le groupe hôtelier Azalaï, qui opère principalement en Afrique de l'Ouest, bénéficie aussi d'un prêt d'un montant de

10 millions d'euros, soit plus 6,5 milliards de francs CFA, d'IFC qui l'aidera à combler ses besoins en fonds de roulement et à réaliser ses plans d'expansion régionale. Plans incluant l'hôtel Azalaï Dakar récemment ouvert, la reconstruction de l'hôtel Azalaï Indépendance à Ouagadougou (Burkina Faso), et la remise à neuf du Grand Hôtel Bamako à Bamako (Mali). L'investissement d'IFC, soutenu par le Mécanisme de financement mixte du guichet du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), favorisera la création d'emplois formels directs et indirects qualifiés et stimulera le développement des chaînes d'approvisionnement locales dans les pays cibles, notamment pour les PME.

Avec Topnews.sn / Sococim.com



SENEGAL

Le TER de Dakar, une ligne pour fluidifier le trafic entre Dakar et sa banlieue



Quand les autorités sénégalaises mettaient en service le Train express régional (TER) de Dakar en fin décembre 2021, elles espéraient certes que ce nouveau moyen de transport rencontrerait un succès. Mais imaginaient-elles qu'il deviendrait, en quelques années, le principal réseau de transport de masse au Sénégal et avec un trafic sans cesse en hausse ?

Premier train express d'Afrique de l'Ouest, le TER de Dakar dessert à l'aide de 15 rames bi-mode de 4 voitures, 13 gares sur une distance de 36 km de Dakar à Diamniadio, puis 55 km lors de la mise en service de l'extension vers l'aéroport international Blaise Diagne. Les chiffres donnés par Abdou Ndéné Sall, directeur général de la Société nationale de gestion du patrimoine du Train express régional (SEN-TER S.A) sont éloquentes : début 2024, 41 millions de voyageurs ont emprunté cette

ligne qui connecte le centre de Dakar à Diamniadio construite pour désengorger et alléger la ville de Dakar. Les 35 kilomètres qui séparent la capitale sénégalaise de sa banlieue représentent habituellement un tronçon cauchemardesque pour les automobilistes. « Le TER est devenu un moyen incontournable pour transporter des personnes, permettant ainsi de régler les problèmes de mobilité. En 2023, 341 entreprises ont été prestataires de la SETER pour un montant de 7,5 milliards de FCFA. L'exploitation de ce service a également permis la création de



centaines d'emplois », a-t-il commenté.

Le réseau dispose d'une capacité de 115 000 passagers par jour et relie sur 36 km le centre de Dakar à Diamniadio, une banlieue de la capitale.

Depuis quelques mois, le TER sénégalais dessert aussi une nouvelle gare installée au sein de l'aéroport international Blaise Diagne grâce à l'exécution d'une deuxième phase du projet. Ce prolongement de 17 kilomètres permet de desservir 14 gares entre la capitale sénégalaise et l'aéroport international Blaise Diagne. Les TER affichent une ca-

pacité de 500 à 1000 places et se déplacent à une vitesse de 160 km/h. Cette phase permet de porter la capacité à 300 000 passagers par jour. Dans sa phase initiale, le projet a coûté 780 milliards de FCFA (plus de 1,1 milliard d'euros), financés sur fonds propres et grâce à des prêts et par l'État du Sénégal, « propriétaire de toute l'infrastructure », selon Abdou Ndéné Sall.

Le TER vient accroître une offre de transport déjà existante à Dakar, mais insuffisante. Cette dernière ne permettait pas « de répondre de manière satisfaisante aux besoins des déplacements estimés à 124

000 passagers en heure de pointe du matin », selon un document de la Banque africaine de développement, partenaire du projet TER.

Une nouvelle offre de transport certes, mais pas de quoi éclipser les bus, les « cars rapides », les taxis collectifs ou les célèbres « clandos », ces taxis clandestins, moins chers que le taxi et plébiscités par de nombreux habitants.

Le projet emploie un millier de personnes, dont 984 Sénégalais et 16 expatriés.

Avec Agence Ecofin / TV5 Monde / Terdakar.sn

AFRIQUE

Zoom sur dix barrages emblématiques qui abreuvent, éclairent et alimentent le continent



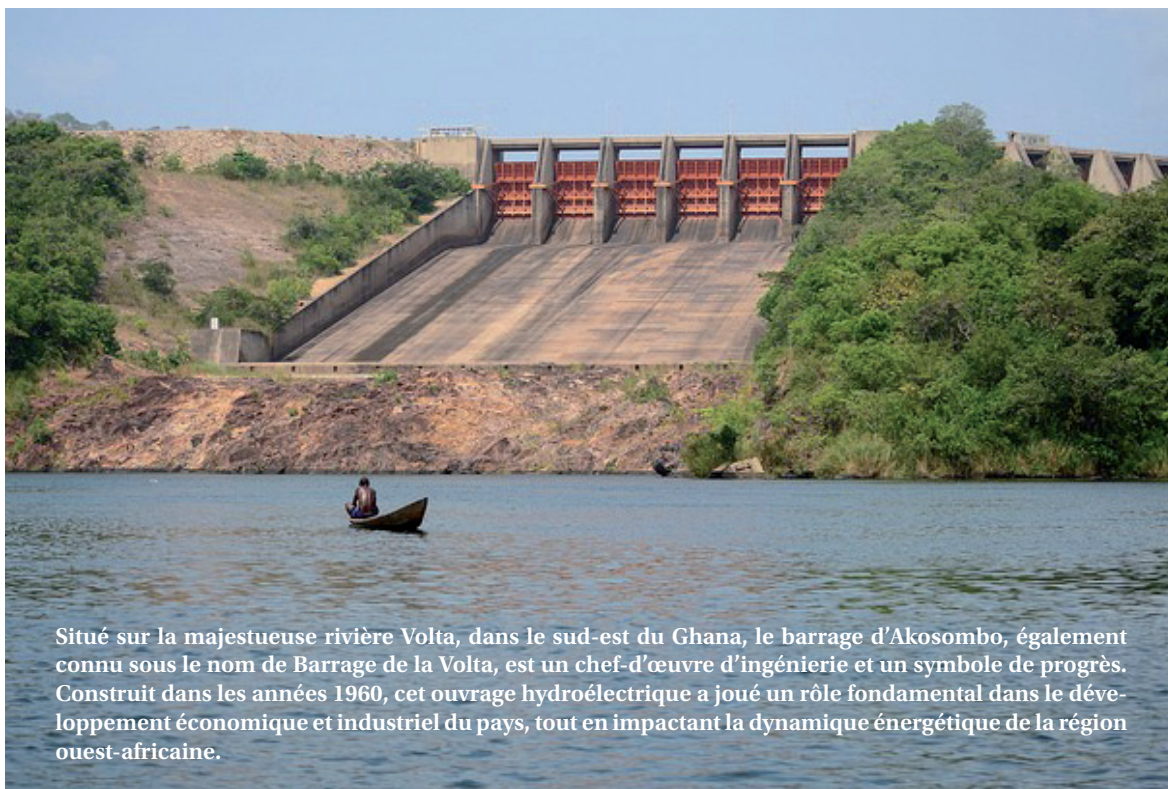


Les statistiques de l'ONU établissent que la population africaine est passée de 100 millions en 1900 à 700 millions en 2000. En 2050, on estime que la population atteindra 1,9 milliard. Évidemment, cette croissance démographique entraîne une hausse des besoins en ressources – eau, électricité – pour

répondre aux besoins de la population. C'est la raison pour laquelle plusieurs gouvernements se sont lancés dans la construction d'infrastructures hydroélectriques. Nous vous proposons d'aller à la découverte d'une dizaine d'entre eux qui impressionnent par leur ingéniosité et leurs performances.

LE BARRAGE D'AKOSOMBO

Une pierre angulaire énergétique pour le Ghana



A l'origine, le barrage d'Akosombo a été conçu pour répondre à un objectif précis : alimenter en électricité l'industrie de l'aluminium, pilier stratégique des ambitions industrielles du Ghana à l'époque. Cependant, son importance a rapidement dépassé ce cadre initial, devenant une source majeure d'énergie pour l'ensemble du pays. Avec une capacité initiale de 912 mégawatts (MW), le barrage a permis de poser les bases d'un approvisionnement énergétique fiable, essentiel au fonctionnement des industries et au quotidien des Ghanéens. Son potentiel énergétique a également facilité l'électrification des zones urbaines et rurales, contribuant ainsi à réduire les disparités régionales en matière d'accès à l'électricité. Une nouvelle ère pour le barrage. Conscient de la nécessité d'optimiser cette infrastructure cruciale, le Ghana a entrepris un projet ambi-

tieux de rénovation du barrage, achevé en 2006. Ces travaux ont permis d'accroître sa capacité de production, passant de 912 MW à 1020 MW. Cette modernisation n'a pas seulement renforcé l'autonomie énergétique du pays, mais a également permis d'élargir les exportations d'électricité vers les pays voisins, consolidant ainsi le rôle du Ghana comme acteur clé du secteur énergétique en Afrique de l'Ouest. Un symbole de l'autonomie énergétique et du développement durable. Le barrage d'Akosombo est bien plus qu'un simple fournisseur d'électricité : il est le reflet des ambitions du Ghana en matière d'industrialisation et d'autosuffisance énergétique. Il incarne également une volonté de s'appuyer sur les ressources naturelles pour bâtir une économie résiliente. En plus de son impact énergétique, le barrage a donné naissance au

lac Volta, le plus grand lac artificiel au monde par sa superficie. Cette étendue d'eau a favorisé le développement de la pêche, de l'agriculture irriguée et du transport fluvial, contribuant à diversifier les opportunités économiques pour les populations locales. Les défis et perspectives d'un patrimoine énergétique. Malgré ses contributions significatives, le barrage d'Akosombo fait face à des défis, notamment liés à l'impact du changement climatique sur les niveaux d'eau de la rivière Volta. Ces fluctuations menacent la stabilité de la production énergétique, soulignant la nécessité pour le Ghana d'investir dans des solutions complémentaires et diversifiées, telles que les énergies renouvelables. Dans un contexte mondial marqué par la transition énergétique, le barrage reste une pièce maîtresse du paysage énergétique ghanéen.

LE BARRAGE DE BUJAGALI

Un moteur de développement énergétique en Ouganda

Situé sur le Nil blanc, près des rives du majestueux lac Victoria, le Barrage de Bujagali est une infrastructure énergétique emblématique de l'Ouganda. Avec une capacité installée de 250 mégawatts (MW), il a marqué un tournant décisif dans le développement énergétique du pays. Ce barrage, le plus grand d'Ouganda au moment de sa mise en service en 2012, joue un rôle crucial dans l'alimentation en électricité d'un pays confronté à des défis énergétiques croissants.



Les travaux de construction du barrage de Bujagali ont débuté en 2007, fruit d'une volonté de combler le déficit énergétique chronique de l'Ouganda. L'objectif principal était de diversifier les sources d'énergie et de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des combustibles fossiles. À travers ses 250 MW de production, le barrage assure une alimentation en électricité plus fiable pour les ménages, les entreprises et les industries, contribuant ainsi à la transformation socio-économique du pays. L'investissement total de cette infrastructure s'élève à 900 millions de dollars américains, soit environ 562 milliards de francs CFA. Ce montant inclut 800 millions de dollars (environ 500 milliards de francs CFA) pour la construction du barrage et de la centrale électrique, ainsi que 62 millions de dollars supplémentaires (environ 38 milliards

de francs CFA) pour l'installation d'une ligne de transport à haute tension reliant Jinja à Kampala, la capitale.

Un levier pour le développement mais aussi des défis environnementaux et sociaux

Le Barrage de Bujagali a non seulement répondu aux besoins énergétiques immédiats, mais a également inspiré des projets de barrages plus grands, comme Karuma et Ayago. Ces infrastructures, encore en phase de planification ou de construction, pourraient modifier le paysage énergétique du pays en augmentant considérablement la capacité hydroélectrique totale de l'Ouganda. Toutefois, ces projets soulèvent des préoccupations majeures, notamment la réinstallation de milliers d'agriculteurs, l'impact sur les zones protégées, et la perte de biodiversité.

Un modèle pour l'Afrique de l'Est et au-delà

Le Barrage de Bujagali symbolise les ambitions africaines en matière d'énergie renouvelable. Sa construction a bénéficié du soutien de partenaires internationaux, illustrant la coopération entre les acteurs locaux et globaux pour relever les défis énergétiques. L'Ouganda montre ainsi l'exemple à d'autres pays d'Afrique de l'Est, en mettant en avant le potentiel hydroélectrique de la région pour répondre à la demande croissante en énergie.

Toutefois, cette aventure rappelle également que l'expansion des infrastructures doit être pensée dans une approche inclusive et durable. Les efforts doivent viser à minimiser les impacts négatifs sur les populations locales et l'environnement, tout en maximisant les bénéfices économiques et sociaux.

LE BARRAGE DE MÉROWÉ

Une prouesse énergétique au Soudan

Situé à environ 350 km au nord de Khartoum, près de la ville de Mérowé, le barrage de Mérowé s'impose comme une des infrastructures les plus remarquables du Soudan et du continent africain. Avec une capacité de 1250 mégawatts (MW), il est le septième plus grand barrage d'Afrique et le plus grand projet hydroélectrique contemporain réalisé sur le continent. Ce colosse symbolise la détermination du Soudan à s'appuyer sur les ressources du Nil pour relever les défis énergétiques et économiques du pays.

Le barrage de Mérowé a été conçu pour répondre aux exigences croissantes en électricité d'un pays en pleine expansion. En augmentant considérablement la capacité énergétique nationale, il a permis au Soudan de réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, une étape cruciale dans un contexte mondial marqué par la transition énergétique.

Grâce à ses 1250 MW de puissance, le barrage contribue à un approvisionnement énergétique stable et fiable, essentiel pour soutenir les activités industrielles, les services publics et le quotidien des populations. Il alimente également en électricité des zones rurales, offrant à des millions de Soudanais un accès inédit à cette ressource vitale.

Un levier pour l'industrialisation et le développement économique

Le barrage de Mérowé ne se limite pas à sa fonction de production d'énergie. Il incarne une vision ambitieuse d'industrialisation et de développement durable pour le Soudan. En stabilisant l'approvisionnement énergétique, il crée les conditions nécessaires à l'émergence de nouvelles industries et stimule les investissements dans des secteurs variés, tels que l'agriculture irriguée, la transformation agroalimentaire, et les infrastructures.

De plus, la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles

a permis d'économiser des ressources financières considérables, qui peuvent être réinvesties dans d'autres secteurs stratégiques, renforçant ainsi la résilience économique du pays.

Un modèle d'exploitation des ressources naturelles du Nil

En exploitant les ressources hydriques abondantes du Nil, le barrage de Mérowé témoigne de l'ingéniosité du Soudan à valoriser son patrimoine naturel. Il démontre également la capacité du pays à entreprendre des projets de grande envergure, malgré les défis économiques et climatiques.

En plus de produire de l'électricité, le barrage régule le débit du fleuve, atténuant ainsi les risques d'inondations et facilitant la gestion de l'eau pour l'irrigation agricole. Ces retombées multiples renforcent l'impact positif de cette infrastructure sur les conditions de vie des populations locales et sur l'économie nationale.



LE BARRAGE DE KATSE ARCH

Une prouesse d'ingénierie au Lesotho

Le barrage de Katse Arch, niché dans les montagnes du Lesotho, est une prouesse d'ingénierie et un symbole de gestion innovante des ressources hydriques. Achievé en 1996, il est le plus grand barrage voûte à double courbure d'Afrique, témoignant de l'ambition du Lesotho dans l'exploitation durable de ses ressources naturelles.

Mesurant 185 mètres de haut et 710 mètres de long, le barrage de Katse Arch est une structure en béton conçue en forme d'arc, une caractéristique qui optimise sa résistance face à la pression de l'eau. Après son achèvement, il a été rempli d'eau dès 1997, formant un réservoir stratégique au cœur du Lesotho Highlands Water Project.

Une infrastructure au service des populations

Doté d'une capacité impressionnante de 2200 MW, le barrage répond à des besoins essentiels en eau et en irrigation dans la région. Il assure un approvisionnement fiable en eau domestique pour les habitants du Lesotho, améliorant ainsi leur qualité de vie.

Le projet joue également un rôle clé dans la coopération régionale en matière de gestion de l'eau. Grâce à un partenariat avec l'Afrique du Sud, le Lesotho Highlands Water Project permet l'exportation d'eau vers les régions arides sud-africaines, renforçant les liens économiques et stratégiques entre les deux pays.

Un levier pour le développement durable

Le barrage de Katse Arch illustre l'impact positif des projets hydrauliques d'envergure sur le développement durable. En plus de fournir de l'eau et de l'énergie, il contribue

à la régulation des crues, protège l'environnement local et favorise la création d'emplois dans le secteur de l'ingénierie et des services.

Un modèle pour l'Afrique

Ce projet incarne le potentiel des infrastructures hydrauliques à transformer les défis environnementaux en opportunités. Il témoigne de la capacité des pays africains à relever des défis techniques complexes tout en poursuivant des objectifs de développement régional.

Le barrage de Katse Arch, par son design unique et son rôle stratégique, est bien plus qu'une simple infrastructure. Il symbolise l'engagement du Lesotho à exploiter ses ressources hydriques de manière innovante et durable, tout en renforçant les bases d'une collaboration régionale fructueuse. Cette réussite exemplaire place le Lesotho au cœur des discussions sur l'avenir des projets hydrauliques en Afrique.



BARRAGE DE TEKEZE

Une prouesse énergétique et stratégique pour l'Éthiopie

Situé à la frontière des régions d'Amhara et du Tigré, le Barrage de Tékézé est une infrastructure phare du développement énergétique de l'Éthiopie. Construit sur la rivière Tékézé, ce barrage hydroélectrique est une prouesse d'ingénierie qui a marqué l'histoire du pays et du continent africain.

Achevé en février 2009, le barrage de Tékézé est un barrage en arc à double courbure, une structure complexe et rarissime. Avec une hauteur impressionnante de 188 mètres. Il était au moment de son achèvement, le plus grand et le plus haut barrage à double courbure de tout le continent africain. Ce projet colossal a coûté 360 millions de dollars, soit environ 225 milliards de francs CFA. Cet investissement témoigne des ambitions de l'Éthiopie en matière de développement énergétique. Une ligne de transmission de 105 kilomètres connecte le barrage au réseau national à Mékélé, assurant ainsi la distribution de l'électricité produite dans tout le pays.

Une capacité énergétique prometteuse mais limitée

Avec une capacité de production de 300 mégawatts (MW), le barrage de Tékézé joue un rôle clé dans l'alimentation énergétique du pays. Il contribue significativement à l'électrification des zones rurales et urbaines, répondant ainsi à la demande croissante d'électricité en Éthiopie. Cependant, cette capacité reste relativement modeste comparée à d'autres barrages du pays, notamment le Barrage de la Grande Renaissance Éthiopienne (GERD), qui ambitionne de générer 6 000 MW une fois pleinement opérationnel. À titre de comparaison, la production de Tékézé ne représente qu'un vingtième de celle prévue pour le GERD, illustrant à la fois le potentiel et les



limites de ce projet pionnier.

Un moteur de développement mais des défis persistants

La mise en service du Barrage de Tékézé a renforcé les capacités énergétiques de l'Éthiopie, contribuant à diversifier les sources d'électricité et à améliorer la stabilité du réseau national. En outre, il incarne les efforts du pays pour exploiter ses ressources naturelles de manière durable et stratégique.

Un exemple inspirant pour l'Afrique
Le Barrage de Tékézé est un exemple inspirant pour d'autres pays africains souhaitant exploiter leur potentiel hydroélectrique. Il met en lumière

la capacité des nations africaines à concevoir et à exécuter des projets d'infrastructure complexes, malgré des défis financiers, techniques et environnementaux.

En tant que précurseur des grands projets énergétiques éthiopiens, le Barrage de Tékézé a jeté les bases pour des initiatives encore plus ambitieuses, comme le GERD. Ces projets visent non seulement à répondre aux besoins énergétiques internes, mais également à faire de l'Éthiopie un exportateur régional d'électricité. Avec une demande énergétique en constante augmentation, le rôle du Barrage de Tékézé reste essentiel dans le mix énergétique éthiopien.

LE GRAND BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Un géant énergétique en Éthiopie

Sur les rives du Nil bleu, en Éthiopie, se dresse une structure colossale destinée à transformer le paysage énergétique de l'Afrique de l'Est. Le Grand Barrage de la Renaissance, également connu sous le nom de Barrage Hidase ou anciennement Barrage du Millénaire, est l'un des projets les plus ambitieux du continent.



Lancé en 2011, ce barrage gravitaire est conçu pour répondre à la grave pénurie d'énergie de l'Éthiopie tout en fournissant de l'électricité aux pays voisins. Avec une capacité impressionnante de 6000 MW, il promet de devenir le plus grand producteur d'électricité en Afrique. Ce projet emblématique ne vise pas seulement l'autosuffisance énergétique de l'Éthiopie, mais aussi l'intégration énergétique régionale en permettant l'exportation d'électricité vers les nations voisines.

Le défi du remplissage du réservoir

Le remplissage du réservoir du barrage, entamé en juillet 2020, constitue une étape clé, mais complexe. Ce processus, qui pourrait s'étaler sur 5 à 15 ans en fonction des conditions

hydrologiques, est à la fois un défi technique et un sujet sensible sur le plan diplomatique. En effet, le projet a suscité des tensions avec les pays en aval, notamment l'Égypte et le Soudan, préoccupés par son impact potentiel sur le débit du Nil.

Un symbole d'ambition et de transformation

Au-delà de son rôle fonctionnel, le Grand Barrage de la Renaissance incarne l'ambition de l'Éthiopie de se positionner comme un acteur clé dans le développement énergétique de la région. Ce projet reflète la volonté du pays de tirer parti de ses ressources naturelles pour stimuler son économie, améliorer les conditions de vie de sa population, et renforcer son influence régionale.

Une perspective de développement durable

Le barrage est également un exemple de transition vers des sources d'énergie renouvelables. En exploitant la puissance du Nil bleu, il permet de réduire la dépendance aux combustibles fossiles, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique grâce à la production d'énergie propre.

Le Grand Barrage de la Renaissance ne se limite pas à une prouesse technique ; il est un catalyseur de transformation pour l'Éthiopie et toute la région. Une fois achevé, il promet de changer le destin énergétique de l'Afrique de l'Est, tout en mettant en lumière les opportunités et les défis liés à la gestion partagée des ressources transfrontalières.

LE BARRAGE GIBE 3

Une avancée majeure pour l'énergie en Éthiopie

Situé sur la rivière Omo, au sud-ouest de l'Éthiopie, le barrage Gibe 3 est un véritable géant énergétique et une pièce maîtresse du développement économique du pays. Avec ses 250 mètres de hauteur, il domine le paysage à environ 62 km à l'ouest de la ville de Sodo, dans la région des peuples du Sud.

Le barrage Gibe 3, doté d'une capacité impressionnante de 1870 MW, est la troisième plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique. Il fait partie intégrante de la cascade Gibe, un réseau de barrages composé également de Gibe 1 (280 MW) et Gibe 2 (420 MW). Ensemble, ces infrastructures forment un système énergétique ambitieux, renforçant la position de l'Éthiopie comme leader en matière d'énergie hydroélectrique sur le continent. Grâce à Gibe 3, l'Éthiopie dispose d'une source d'énergie renouvelable essentielle pour soutenir sa croissance économique. La production électrique de cette centrale per-

met d'améliorer l'accès à l'électricité pour des millions de foyers tout en répondant aux besoins croissants d'un pays en pleine transformation industrielle.

Un rôle multifonctionnel pour le développement durable

Outre la production d'électricité, le barrage Gibe 3 remplit d'autres fonctions cruciales. En contrôlant les variations du débit de la rivière Omo, il réduit les risques d'inondations catastrophiques dans les régions en aval. Le barrage permet également de stocker l'eau et de la distribuer pour des projets d'irrigation, contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir l'agriculture locale. Ces fonctions font de Gibe 3 un pilier non seulement pour le secteur énergétique, mais aussi pour la résilience climatique et le développement rural.

Un projet aux ambitions continentales

Avec le barrage Gibe 3, l'Éthiopie ne se contente pas de répondre à ses

besoins internes. Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus vaste visant à exporter de l'électricité vers les pays voisins. Grâce à son potentiel hydroélectrique, l'Éthiopie est en passe de devenir un acteur clé de l'intégration énergétique régionale, contribuant à l'approvisionnement en énergie propre dans une Afrique en quête de transition énergétique. Le barrage Gibe 3 est une illustration éloquent de la manière dont l'Éthiopie exploite ses ressources naturelles pour se positionner comme une puissance énergétique en Afrique. Grâce à cette infrastructure, le pays s'affirme comme un modèle de transition vers les énergies renouvelables, tout en répondant à des enjeux cruciaux tels que la régulation des crues et le développement agricole. Bien que des défis persistent, notamment en matière d'équilibre entre progrès économique et préservation de l'environnement, Gibe 3 demeure un symbole de la vision éthiopienne d'un avenir durable et prospère en faveur de ses citoyens et du continent africain.



LE BARRAGE DE CAHORA BASSA

Une puissance énergétique pour le Mozambique

Situé sur le majestueux fleuve Zambèze, au Mozambique, le barrage de Cahora Bassa est une infrastructure emblématique qui incarne la capacité de l'Afrique australe à tirer parti de ses ressources naturelles pour répondre à ses besoins énergétiques. Achevé en décembre 1974, ce barrage est l'un des trois principaux ouvrages hydrauliques du Zambèze, avec le barrage de Kariba et celui de Kafue.



Doté d'une capacité installée de 2075 MW, le barrage de Cahora Bassa est l'une des plus grandes centrales hydroélectriques d'Afrique. Il joue un rôle central dans l'approvisionnement énergétique du Mozambique, tout en exportant une partie de sa production vers les pays voisins, notamment l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Cette infrastructure stratégique transforme la puissance du Zambèze en une électricité indispensable pour soutenir le développement économique de la région. Sa production alimente des industries clés, des zones urbaines et des zones rurales, contribuant à réduire le déficit énergétique et à renforcer l'intégration régionale.

Un levier de développement local

La construction du barrage a donné

naissance au lac Cahora Bassa, l'une des plus vastes étendues d'eau artificielles d'Afrique. Ce réservoir, au-delà de son rôle dans la régulation du débit du fleuve Zambèze, soutient diverses activités économiques locales. Le lac est une ressource essentielle pour les communautés riveraines, offrant des opportunités de pêche commerciale et artisanale. Les eaux du lac sont utilisées pour l'irrigation, améliorant la productivité agricole dans une région où l'accès à l'eau reste un défi. Ces activités renforcent l'autonomie économique des populations locales tout en réduisant leur vulnérabilité face aux variations climatiques.

Un symbole de l'exploitation durable des ressources

Le barrage de Cahora Bassa illustre l'importance de l'exploitation des ressources hydrauliques en Afrique

australe pour répondre aux besoins énergétiques croissants. En produisant une énergie propre et renouvelable, il contribue non seulement à réduire les émissions de carbone, mais aussi à renforcer la résilience énergétique de la région face aux fluctuations du marché mondial des combustibles fossiles.

Le barrage de Cahora Bassa est bien plus qu'une installation énergétique. Il représente une vision ambitieuse d'un Mozambique capable de transformer ses ressources naturelles en un moteur de développement national et régional.

Alors que les besoins énergétiques de l'Afrique australe continuent de croître, Cahora Bassa demeure un pilier stratégique pour répondre à ces défis, tout en illustrant les opportunités offertes par une gestion durable et innovante des ressources naturelles.

LE HAUT BARRAGE D'ASSOUAN

Un pilier énergétique et hydraulique pour l'Égypte

Situé sur le Nil à Assouan, le Haut barrage d'Assouan est une œuvre d'ingénierie monumentale qui incarne les ambitions de modernisation et de développement de l'Égypte. Construit entre 1960 et 1970, il surpasse largement l'ancien barrage d'Assouan, achevé en 1902, tant par ses dimensions que par ses capacités.

Le Haut barrage d'Assouan, conçu par l'Institut du projet Hydro basé à Moscou, est le plus grand barrage en remblais au monde. Sa construction, qui s'est étendue sur 11 ans, a mobilisé des moyens considérables pour un coût d'environ un milliard de dollars. Inauguré en 1971, cet ouvrage impressionnant a profondément transformé la gestion des ressources hydriques du Nil, apportant des solutions durables à des problématiques séculaires telles que les inondations dévastatrices et la sécheresse.

Un moteur pour l'agriculture et l'économie

Le barrage a révolutionné l'irrigation agricole en augmentant la capacité de stockage d'eau, permettant une agriculture pérenne sur de vastes superficies. Ce développement a renforcé la sécurité alimentaire du pays et soutenu les moyens

de subsistance des agriculteurs.

En plus de son rôle dans l'irrigation, le Haut barrage d'Assouan est une infrastructure clé pour la production d'énergie. Doté d'une capacité installée de 2100 MW, il génère une électricité essentielle à la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie des Égyptiens.

Un outil de régulation et de résilience

L'un des principaux atouts du Haut barrage d'Assouan réside dans sa capacité à contrôler les inondations du Nil, qui, par le passé, représentaient une menace récurrente pour les communautés riveraines et les infrastructures. Désormais, le barrage assure une gestion efficace des eaux du Nil, limitant les impacts des crues et des périodes de sécheresse prolongées.

Par ailleurs, le lac Nasser, l'un des plus grands réservoirs d'eau artificiels au monde, formé par le barrage,

constitue une ressource stratégique pour le pays. Ce lac contribue non seulement à l'irrigation, mais également à des activités économiques telles que la pêche et le tourisme.

Un symbole de modernité et d'indépendance

Le Haut barrage d'Assouan est bien plus qu'une infrastructure. Il symbolise l'indépendance et l'autonomie énergétique de l'Égypte, reflétant une volonté de maîtriser ses ressources naturelles pour assurer son développement durable. Véritable pilier de l'économie égyptienne, le Haut barrage d'Assouan incarne l'ingéniosité humaine face aux défis hydriques et énergétiques. Plus de 50 ans après son inauguration, il demeure un moteur essentiel du développement du pays, tout en ouvrant la voie à des réflexions sur une gestion durable et équitable des ressources du Nil pour les générations futures.



LES BARRAGES D'INGA

Un pilier énergétique en République démocratique du Congo

Nichés sur les imposantes chutes d'Inga, dans la province du Kongo-Central, en République démocratique du Congo (RDC), les barrages hydroélectriques d'Inga 1 et Inga 2 sont des infrastructures emblématiques. Ces ouvrages jouent un rôle central dans l'approvisionnement en électricité du pays et symbolisent le potentiel exceptionnel du patrimoine hydroélectrique congolais.



Mis en service respectivement en 1972 et 1982, les barrages d'Inga 1 et Inga 2 sont les premiers jalons d'un ambitieux programme de développement industriel et énergétique lancé par la RDC.

Inga 1 dispose d'une capacité de 351 MW, fournissant une énergie indispensable aux zones urbaines et industrielles. Inga 2, avec une puissance de 1 424 MW, quant à lui, représente une étape majeure dans l'exploitation de la force des chutes d'Inga, considérées comme l'une des plus impressionnantes cascades au monde.

Ces installations tirent parti de la puissance inégalée du fleuve Congo, deuxième plus grand fleuve du monde en débit, pour produire une électricité propre et renouvelable.

Une source d'énergie pour l'industrie et les populations

Les barrages d'Inga ont permis

d'alimenter en électricité des zones industrielles stratégiques, notamment les industries minières et métallurgiques, moteurs économiques du pays. Parallèlement, l'électricité produite bénéficie également aux zones urbaines, contribuant à améliorer les conditions de vie des populations et à soutenir le développement économique local.

Une vision pour l'avenir

Le site d'Inga est au cœur d'un projet d'envergure mondiale : le Grand Inga, qui, une fois achevé, sera la plus grande centrale hydroélectrique du monde. Ce projet vise à exploiter pleinement les chutes d'Inga pour atteindre une capacité estimée à 40 000 MW, soit plus du double de celle du barrage des Trois Gorges en Chine.

Le Grand Inga représente un tournant potentiel pour l'Afrique et le monde, avec des implications majeures. La RDC pourrait devenir un

exportateur net d'énergie, alimentant les pays voisins et soutenant l'intégration énergétique régionale. En augmentant l'offre en énergies renouvelables, ce projet contribuerait aux objectifs globaux de lutte contre le changement climatique. La production accrue d'électricité favoriserait la croissance industrielle, la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures nationales.

Les barrages d'Inga 1 et Inga 2 incarnent la puissance et la promesse des ressources naturelles de la RDC. En alimentant les industries et les populations, ces infrastructures illustrent le rôle clé de l'énergie dans le développement économique. À travers le projet Grand Inga, la RDC aspire à devenir un leader mondial de l'énergie propre, un objectif qui, bien que parsemé de défis, ouvre des perspectives immenses pour un avenir durable et prospère.

Moov
Africa



**Rejoignez la
performance!**

Un monde nouveau
vous appelle

BURKINA-MALI-CÔTE D'IVOIRE

La BAD débloque 102 milliards de FCFA pour connecter les trois pays

LA Banque africaine de développement (BAD) met à disposition une enveloppe de 102 milliards de FCFA destinée à financer des infrastructures d'intégration régionale. Les routes transfrontalières reliant le Burkina Faso et le Mali à la Côte d'Ivoire devraient ainsi être rénovées et bitumées.

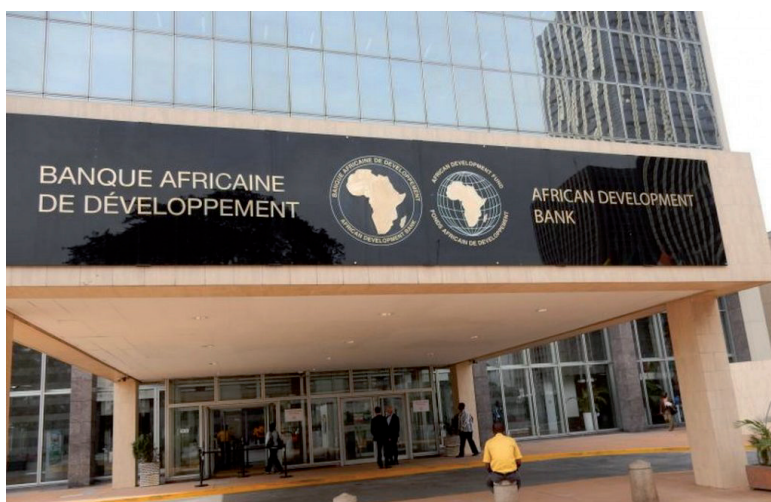


La somme va permettre de moderniser, du côté du Burkina Faso, l'axe stratégique Bobo-Dioulasso-Banfora-frontière Côte d'Ivoire (155 km), de construire

la bretelle Banfora-Orodara (42 km) ainsi que le réaménagement et l'élargissement du pont de 100 mètres sur la rivière Léraba. Pour stimuler l'activité économique et de renforcer la résistance au chan-

gement climatique, 18 kilomètres de routes urbaines et 50 kilomètres de pistes rurales seront construites. Au Mali, le projet d'aménagement et de bitumage de la section Bougouni-Garalo, qui s'étend sur 45 kilomètres, sera financé à hauteur de 73,73 millions d'euros, soit 48,4 milliards FCFA, dans le cadre du corridor Bougouni-Manankoro-frontière Côte d'Ivoire.

Les prêts, octroyés par le Fonds africain de développement et soutenus par des cofinancements de la Banque islamique de développement (BID) et de l'Union européenne, ont pour objectif de renforcer la chaîne logistique, de diminuer les obstacles commerciaux et de promouvoir l'intégration économique régionale.



Source : Sika Finance / Acturoutes.info

NIGERIA

Une autoroute de 119 km pour améliorer la connectivité interne



Le Nigeria projette de relier Abuja à Calabar en construisant une autoroute longue de 119 km. Cette voie permettra de moderniser et de densifier le réseau routier du pays pour la transition économique du pays.

Cette voie longue plus précisément de 118,85 km connectera les États de Cross River, de Benue, de Kogi et de Nasarawa. Ce projet fait partie d'un programme global de construction d'infrastructures visant à améliorer la connectivité interne et à accroître l'efficacité des échanges économiques.

Et pour faciliter les déplacements entre le sud et le centre du pays, le projet Lagos-Abuja sera relié à cette autoroute. Cette route devrait devenir un itinéraire agricole et économique, en soutenant la perspective du président Bola Tinubu d'une autonomie alimentaire au Nigeria. Grâce à une connectivité améliorée

proposée par cette structure, le déplacement de ressources agricoles cruciales comme le riz, les ignames et les patates douces vers d'autres parties du pays facilitera la tâche à la filière agroalimentaire tout en consolidant la sécurité nutritionnelle du pays.

De manière plus générale, cette voie s'inscrit dans une politique nationale visant à favoriser la croissance économique en facilitant le transport des productions agricoles et industrielles. Certains de ces itinéraires relèveront aussi de routes transfrontalières, telles que la route Lagos-Abidjan, qui devrait favoriser l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Il faut noter que le Nigeria continue

de faire face à des difficultés structurelles importantes. La Banque mondiale fait observer que le pays enregistre un retard important en matière d'infrastructures en raison d'un réseau routier peu dense et souvent mal entretenu. Cependant, les projets en cours devraient inverser la donne et offrir au pays une connexion nationale améliorée et une compétitivité accrue à l'échelle régionale et internationale. Le Nigeria vise à devenir un leader dans le développement des infrastructures en Afrique subsaharienne en renforçant ses investissements dans ce secteur essentiel.

**Avec Lanouvelletribune.info /
Togogard.tg**

AFRIQUE DE L'OUEST

Une autoroute pour renforcer l'intégration régionale et diminuer les dépenses logistiques

Deux acteurs économiques majeurs de l'Afrique de l'Ouest que sont le Nigeria et la Côte d'Ivoire, comptent renforcer les infrastructures routières dans la région. C'est l'autoroute transnationale Abidjan-Lagos qui est au centre de cette ambition, un projet stratégique de 1028 kilomètres qui reliera cinq pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) d'ici 2030.



Favoriser une évolution économique grâce à des investissements dans des domaines essentiels tels que l'énergie, les technologies de l'information, l'agriculture et l'industrie manufacturière, c'est l'objectif principal de ce projet d'autoroute soutenu par la Banque africaine de développement (BAD) à travers l'Initiative de développement spatial. Pour lancer les 206 interventions ciblées dans la zone d'influence de l'autoroute, 6,8 milliards de dollars seront nécessaires, dont la majeure partie devra être financée par le secteur privé.

Selon Mike Salawou, responsable des infrastructures et du développement urbain à la BAD, cette initiative

a pour objectif de transformer le corridor en un espace économique en plein essor. Lors d'un atelier en ligne avec les acteurs concernés, le 22 novembre 2024, il a mis en évidence que l'autoroute Abidjan-Lagos ne se limite pas à un projet de transport, mais constitue également une occasion de favoriser l'industrialisation et de créer des pôles économiques compétitifs le long de son tracé.

Après la finalisation des études de faisabilité, des options de financement et des structures institutionnelles, les travaux de construction devraient commencer en 2026. Ce grand projet est prévu pour être achevé en 2030, grâce à l'aide des pays membres et des partenaires financiers internationaux.

Grâce à l'autoroute, les échanges commerciaux entre les cinq pays seront plus fluides, ce qui renforcera l'intégration régionale et diminuera les dépenses logistiques pour les entreprises locales. La création de zones économiques spéciales devrait également être favorisée par ce corridor, attirant des investissements dans le domaine du tourisme, de l'agro-industrie et des énergies renouvelables.

L'autoroute Abidjan-Lagos, qui aura des conséquences économiques à grande échelle, pourrait révolutionner les échanges dans la région et placer l'Afrique de l'Ouest au cœur des grandes mutations économiques du continent.

Source : lanouvelletribune.info

TOGO

La commune du Golf 7 lance le reprofilage de ses voies

Le maire de la commune du Golf 7, Aimé Koffi Djikounou, a lancé, vendredi 27 décembre 2024, les travaux de reprofilage des voies de sa commune. L'opération vise à réhabiliter plusieurs routes en mauvais état, notamment les axes principaux comme Atigangomé-Carrefour Obéna-Lankouvi.

L Aimé Koffi Djikounou qui a donné le coup d'envoi officiel en donnant le premier coup de grader sur le tronçon stratégique Wonyomé-Frontière du Ghana. Ce projet de reprofilage accorde une attention spéciale aux routes du Golfe 7, fréquemment critiquées pour leurs conditions. La priorité sera accordée aux grandes voies comme Atigangomé-Carrefour Obéna-Lankouvi, ce qui facilitera les déplacements des utilisateurs et facilitera le transport des biens.

À terme, ces travaux permettront d'améliorer la fluidité de la circulation et de renforcer l'accès aux biens et services pour les usagers. Car pour les autorités communales, l'ambition est d'offrir aux citoyens des infrastructures modernes et fonctionnelles, tout en consolidant le bien-être collectif. Ce projet s'inscrit dans une vision d'amélioration durable des infrastructures locales. En favorisant une collaboration étroite entre les équipes techniques



et les riverains, la commune entend garantir le succès des travaux, malgré les inconvénients temporaires qu'ils pourraient engendrer.

Sans l'implication financière des contribuables, cette démarche ne

serait pas possible, estime le maire, qui a exprimé sa gratitude pour leur soutien tout en les incitant à persévérer dans leurs démarches. La commune du Golfe 7, grâce à la cohésion de son peuple, sera en mesure d'acquiescer les installations nécessaires pour optimiser le bien-être de sa population, a promis l'édile.

Aimé Koffi Djikounou a tiré parti de ce moment pour solliciter la coopération des riverains et des usagers des voies en question. Il a mis en exergue la nécessité d'une communication fluide entre les équipes techniques et le public afin de garantir un déroulement optimal des travaux. « Pendant cette période de transformation, nous nécessitons votre soutien et votre patience », a-t-il déclaré, en prenant en compte les perturbations occasionnelles que peuvent provoquer les travaux.

Source : Ledefenseurinfo.tg / Mairie Golfe 7 - Officiel



Construisons ensemble votre petit coin de paradis



Notre offre

CGE Immobilier créée en 2013, a pour objet la conception et la commercialisation de projets immobiliers.

A travers les différents projets novateurs que nous portons depuis des années, comme celui de la Ville Nouvelle de Yennenga et celui de la Cité Baobab, nous proposons dans un cadre de vie sain, des logements de tous standings, qui se veulent l'expression de notre diversité architecturale.

Nous nous voulons le partenaire privilégié de notre clientèle, pour l'accompagner dans ses projets d'acquisitions de biens immobiliers. Dévoués à cette clientèle, nous lui apportons des solutions adaptées à ses différents besoins.

C'est dans cette optique que plusieurs projets en maturation, verront le jour bientôt. On peut citer à cet effet, l'Immeuble d'Appartements de Haut-standing dans le cœur de Ouagadougou, et la Résidence Fermée de luxe (condominium), sur la Ville Nouvelle de Yennenga.

L'implantation en Côte d'Ivoire fait également partie de ces projets, et cette année devrait connaître le lancement de notre premier programme immobilier dans ce pays.

Entreprise avant-gardiste, CGE Immobilier est à ce jour le premier et unique promoteur immobilier du Burkina-Faso, à être certifié ISO 9001 version 2015.

A bientôt chez CGE Immobilier....

Agence Principale : 25 30 00 15 -- Agence Sud : 25 65 64 86
Agence Est : 25 65 64 84 -- Agence Bobo : 20 98 80 80
+226 77 16 78 78 @cgeimmobilier www.cgeimmobilier.com



CGE IMMOBILIER

Les architectes au sommet

Ces dix architectes africains reconnus à l'échelle mondiale, chacun possédant son propre style et sa propre vision, sont perçus comme d'authentiques institutions dans ce domaine encore peu exploré sur le continent. Vue d'ensemble

DAVID ADJAYE Une étoile mondiale de l'architecture entre tradition et modernité



Né en 1966 à Dar Es Salam, en Tanzanie, David Adjaye est un architecte britannique et ghanéen qui s'est imposé comme une figure incontournable de l'architecture contemporaine. Issu d'une famille ghanéenne, il est le fils d'un diplomate en poste en Tanzanie. Sa double identité culturelle et sa formation internationale se reflètent dans une œuvre mêlant innovation, simplicité et profondeur.

Diplômé en 1993 du Royal College of Art, David Adjaye marque rapidement les esprits en remportant, la même année, la prestigieuse médaille d'argent du Royal Institute of British Architects (RIBA). Il affine son art en travaillant auprès de grands noms de l'architecture tels que David Chipperfield et Eduardo Souto de Moura, avant de fonder sa propre agence, Adjaye Architects, en 1994.

Basée dans le nord de Londres, son agence emploie environ 35 personnes et réalise des projets aux quatre coins du monde. Bien que la majorité de ses œuvres soient

situées au Royaume-Uni, sa renommée est internationale, avec des projets emblématiques comme la Wall Street Tower à Manhattan.

Des réalisations marquantes

David Adjaye se distingue par une utilisation subtile de matériaux simples, qu'il dispose de manière à transcender les structures apparemment banales. Parmi ses œuvres notables, la Whitechapel Idea Store à Londres a été sélectionnée pour le Prix Stirling en 2006. Cette bibliothèque est saluée pour sa capacité à répondre aux besoins sociaux et culturels des communautés locales et culturelles des communautés locales tout en alliant esthétique et fonctionnalité.

En collaboration avec des artistes de renom, Adjaye a également exploré des projets artistiques innovants. Il a travaillé avec Olafur Eliasson pour l'installation lumineuse Your Black Horizon à la Biennale de Venise, et avec Chris Ofili pour créer une ambiance immersive pour l'exposition The Upper Room, désormais visible à la Tate Britain.

En 2020, David Adjaye entre dans l'histoire en devenant le premier architecte noir à remporter la médaille d'or du Royal Institute of British Architects (RIBA) en 173 ans d'existence. Cette distinction célèbre une carrière exceptionnelle marquée par une contribution significative à l'architecture et à la société. Il est également un conférencier recherché, intervenant régulièrement dans des universités prestigieuses à travers le monde.

Un engagement pour l'Afrique
Parmi ses projets en cours, David Adjaye est chargé de la construction du Musée Edo d'art ouest-africain à Benin City, au Nigeria. Ce projet ambitieux vise à célébrer et préserver le patrimoine ouest-africain tout en créant un espace moderne dédié à l'art et à la culture.

Une vision architecturale unique

David Adjaye incarne une vision de l'architecture qui transcende les frontières géographiques et culturelles. En mêlant simplicité des matériaux et audace visuelle, il parvient à créer des espaces fonctionnels, inspirants et profondément ancrés dans leur contexte. Avec une carrière jalonnée de réalisations emblématiques et de collaborations artistiques, Adjaye continue d'inspirer et de redéfinir le rôle de l'architecture dans le monde contemporain.



AZIZA CHAOUNI

L'experte en édifices durables et inclusifs



Architecte marocaine et experte en écotourisme, Aziza Chaoui se consacre non seulement à des projets de construction durable, mais également à la sauvegarde du patrimoine au Maroc et dans divers pays africains. En tant que responsable du cabinet Aziza Chaoui Projects, elle a remporté le prix du design 2024 attribué par l'Institut du monde arabe (IMA) en septembre 2024 pour son modèle de « maison durable contre les séismes ».

Aziza Chaoui est née le 26 juin 1977 au Maroc. C'est à l'université Columbia de New York et à la Harvard School of Design de Cambridge qu'elle a effectué ses études d'architecture. Elle a rejoint la faculté d'architecture de la Daniels Faculty of Architecture, Landscape and Design - University of Toronto (Canada) en 2008, occupant le poste de directrice de la plateforme « Designing ecological Tourism ». En 2011, elle crée le cabinet Aziza

Chaoui Projects, spécialisé en architecture durable, paysage, design urbain et construction. Elle s'investit principalement dans diverses initiatives d'aménagement et de sauvegarde du patrimoine. Sa méthode consiste notamment à impliquer les communautés locales en tant que collaborateurs dans la mise en valeur de leurs habitats.

Relever les défis associés aux changements climatiques

Depuis de nombreuses années, Aziza Chaoui se consacre à la restauration, à la préservation et à la construction d'édifices durables et inclusifs. Elle cherche également, par le biais de son architecture, à relever des défis associés aux changements climatiques et aux tremblements de terre, comme son projet de prototype de « maison durable antisismique » conçu suite au tremblement de terre d'Al Haouz en 2023. Au Maroc, elle a travaillé notamment sur la rénovation du complexe

thermique de Sidi Harazem et la construction d'une bibliothèque à partir de tuyaux d'égouts recyclés à Beni Oulid dans l'Atlas. Elle a aussi participé au projet de restauration de deux sites touristiques situés autour des rivières de Targa N'Touchka et Boutbouqalt. En 2017, elle a fondé l'association Joudour Sahara, proposant des concerts sans frais et dispensant des leçons sur la désertification aux enfants et aux jeunes. Durant son parcours professionnel, Aziza Chaoui a reçu plusieurs récompenses comme le prix Gold Global et Gold Regional Africa and Middle East attribué par la Fondation Holcim pour la construction durable. Elle a également reçu le prix Architectural League of New York Young Architects, l'Architectural Design Research Association Great Places, le prix de conception de l'American Society of Landscape Architects, le prix de collaboration de l'ACSA et le Prix du design 2024 attribué par l'Institut du Monde Arabe.

DIEBEDO FRANCIS KERE

Le premier Africain à recevoir le Pritzker



L'architecte d'origine burkinabè a un destin bien singulier. Fils d'un chef de village, il a été envoyé par son père à l'école pour apprendre à lire. Devenu charpentier, il a travaillé pour une ONG allemande et obtenu une bourse pour poursuivre ses études à Berlin. En Allemagne, il espérait renforcer ses connaissances en menuiserie. Mais très vite, il migre vers l'architecture en se rendant compte que ce domaine pourrait jouer un grand rôle dans les pays pauvres. Diébédo Francis Kéré est diplômé de la grande université technique de Berlin.

Il est célèbre dans le monde entier après être devenu le premier Africain à recevoir le prestigieux prix Pritzker, une récompense mondiale équivalente au prix Nobel de l'architecture. Cette récompense, il l'a reçue pour son œuvre, qui comprend des structures permanentes et temporaires érigées au Burkina Faso, son pays natal, mais aussi dans d'autres pays d'Afrique, en Europe et aux États-Unis. Mais pour certains

témoins de l'architecture internationale, ce couronnement mondial n'est pas une surprise en soi tant les services de l'homme sont sollicités sur plusieurs continents.

Impliquer les habitants dans ses projets

Diébédo Francis Kéré a une particularité, celle de réaliser une bonne alchimie entre tradition et modernité sur le plan architectural, technique des matériaux et social. L'école en terre crue qu'il a fait sortir du sol en 1999 dans son village d'origine, Gando, près de Tenkodogo, est l'une de ses premières réalisations. Il souhaitait impliquer les habitants du village dans le projet : il a précisé qu'il utiliserait la terre, mais en l'enrichissant avec 10 % de ciment et en comprimant les briques. Le défi majeur consistait à comprendre comment présenter la création et les dessins aux individus qui ne maîtrisent ni la lecture ni l'écriture.

Dans tous ses projets au Burkina Faso, l'architecte rencontre ce défi.

Dans chaque projet qu'il entreprend, il veille à collaborer avec des groupes locaux auxquels il dispense une formation. Il a continuellement reçu des prix depuis qu'il a remporté l'Aga Khan Award for Architecture en 2004. En 2016, il a été le premier Africain à figurer dans le prestigieux groupe des « architectes Serpentine », aux côtés de Zaha Hadid, Peter Zumthor, Frank Gehry, Jean Nouvel, Rem Koolhaas et Herzog & de Meuron. Son pavillon était inspiré de l'arbre central autour duquel les gens se rassemblent, aujourd'hui encore, dans son village natal de Gando, au Burkina Faso. Aujourd'hui, ses œuvres se laissent admirer en Afrique, mais aussi sur d'autres continents, contribuant à asseoir la réputation de l'homme. À travers ses œuvres, il met en relief l'importance cruciale de concevoir des « villes cohérentes et paisibles ». Diébédo Francis Kéré vit entre Berlin, où il a créé une agence « Kéré Architecture » avec huit collaborateurs, et l'Afrique où il développe la plupart de ses projets.



SENAME KOFFI AGBODJINOU

L'architecte visionnaire au service d'une Afrique durable

Dans le paysage de l'architecture contemporaine, un nom se distingue par son audace et sa vision : Sénamé Koffi Agbodjinou. Né en 1980 à Lomé, au Togo, cet architecte et anthropologue conjugue tradition et modernité pour repenser l'avenir urbain du continent africain. Avec une formation à l'école nationale supérieure d'architecture (ENSA) de Paris La Villette et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il allie une expertise technique à une compréhension profonde des dynamiques sociales.

Sénamé Koffi Agbodjinou ne se limite pas à concevoir des bâtiments : il imagine des écosystèmes urbains qui célèbrent l'authenticité africaine tout en répondant aux défis contemporains. Sa vision repose sur une ville intelligente et durable, où technologie, tradition et respect de l'environnement coexistent harmonieusement. Pour lui, l'urbanisme

africain doit s'émanciper des modèles occidentaux standardisés pour s'inspirer des savoir-faire locaux et des spécificités culturelles.

L'Africaine d'architecture : Une plateforme pour une nouvelle urbanité Au cœur de son travail, l'Africaine d'architecture, une plateforme de recherche et d'expérimentation qu'il a fondée, incarne son engagement. Cet espace intellectuel et pratique explore des solutions innovantes pour intégrer les ressources locales dans le développement urbain. Par cette initiative, Sénamé Koffi Agbodjinou plaide pour un urbanisme contextuel, en harmonie avec les réalités économiques, sociales et environnementales des sociétés africaines.

L'Africaine d'architecture propose des projets qui vont au-delà de l'esthétique pour répondre aux besoins fondamentaux des populations. En s'appuyant sur les matériaux locaux et les technologies adaptées, ces

projets démontrent qu'il est possible de bâtir durablement sans renoncer à l'authenticité culturelle.

Un modèle pour l'avenir Sénamé Koffi Agbodjinou incarne une nouvelle génération d'architectes africains qui, tout en s'inspirant du patrimoine, façonnent l'avenir. Sa démarche questionne les pratiques urbanistiques actuelles et encourage les décideurs à envisager des solutions innovantes et inclusives pour les villes africaines. Grâce à ses travaux, il ouvre la voie à un dialogue fécond entre tradition et innovation, local et global.

En somme, Sénamé Koffi Agbodjinou ne se contente pas de construire des espaces ; il redéfinit le rôle de l'architecture comme outil de transformation sociale et environnementale. À travers ses projets, il montre que l'Afrique peut devenir un modèle mondial d'urbanisme durable et respectueux des identités culturelles.



CHEICK DIALLO

Le designer malien qui sublime l'artisanat local

Cheick Diallo, figure emblématique du design africain, est né au Mali en 1960. Architecte de formation et designer de renommée internationale, il a su marier son héritage culturel et son expertise technique pour créer des pièces uniques qui célèbrent l'authenticité et la durabilité. À travers son parcours et ses réalisations, Cheick Diallo réinvente l'usage des matériaux modestes pour offrir au monde une vision innovante et poétique du design africain.

Né dans une famille où l'architecture était une passion transmise de génération en génération, Cheick Diallo a été très tôt initié à cet univers par son père, Saidou Diallo, architecte de renom au Mali. Il entame sa carrière en suivant des études d'architecture à Rouen, en France, où il découvre le design dans les années 1980. Cette découverte marque un tournant dans sa vie et le conduit à intégrer l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI) à Paris, où il se spécialise dans la création de mobilier entre 1992 et 1994. Pour Cheick Diallo, le design est plus qu'une discipline : c'est une déclaration d'amour au quotidien, un art de transformer des matériaux simples en objets fonctionnels et esthétiques.

D'abord architecte, Cheick Diallo a su trouver un équilibre entre ses deux passions : la conception de bâtiments et la création d'objets. Partageant son temps entre la France et le Mali, il travaille avec des agences d'architecture françaises tout en poursuivant ses recherches en design. Mais c'est dans son pays natal qu'il trouve l'essence de son art. Il explore les ressources locales pour concevoir du mobilier et des objets en métal de récupération, plastique, papier d'emballage, bois, ou encore tissu, des matériaux



qu'il sublime grâce aux savoir-faire des artisans maliens.

Un engagement pour la valorisation de l'artisanat local

Les créations de Cheick Diallo sont réalisées à la main par des artisans locaux tels que des tisserands, forgerons, bijoutiers, sculpteurs et potiers. Ce processus collaboratif permet non seulement de valoriser l'artisanat traditionnel malien, mais aussi de créer des pièces uniques, porteuses d'une histoire et d'une identité culturelle. À travers ses œuvres, Cheick Diallo démontre que les matériaux dits « pauvres » peuvent être transformés en trésors contemporains.

Mandaté par l'USAID au Mali, il accompagne également les entreprises et artisans dans l'amélioration des produits destinés à l'export, tant sur le plan stylistique que technique. En l'absence d'écoles de design au Mali, il multiplie les ateliers et workshops pour transmettre ses connaissances

et former une nouvelle génération de designers.

Une reconnaissance internationale

Le talent de Cheick Diallo a été rapidement salué par la communauté internationale. En 1993, il remporte un concours organisé par le musée des Arts décoratifs de Paris avec sa chaise « Rivale » et son lampadaire « Ifen ». En 2006, il reçoit le premier prix du Salon international du design intérieur de Montréal (SIDIM). Ses créations sont régulièrement exposées dans des biennales et des salons prestigieux, à la fois en France et à l'étranger.

En 2004, Cheick Diallo fonde et préside l'Association des designers africains (ADA), une organisation dédiée à la promotion du design africain sur la scène internationale. À travers cette initiative, il milite pour une reconnaissance du talent des designers africains et pour une approche plus éthique et inclusive du design global.

CARIN SMUTS

Une architecte engagée pour un habitat digne en Afrique du Sud

Carin Smuts, architecte sud-africaine née en 1960 à Pretoria, consacre sa carrière à l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles et les zones rurales de son pays. En alliant sa passion pour l'art populaire et une démarche sociale et collective, elle s'impose comme une figure incontournable de l'architecture durable et engagée.

Diplômée en architecture de l'Université du Cap en 1984, Carin Smuts a vécu les bouleversements de l'Afrique du Sud marquée par l'apartheid. Les émeutes raciales des townships (bidonvilles) et des campagnes ont profondément influencé sa vision de l'architecture comme outil de transformation sociale. Consciente des inégalités criantes dans l'accès à un habitat décent, elle décide, en 1989, de fonder son agence CS Studio, avec pour mission principale d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Carin Smuts privilégie une approche

participative, impliquant directement les habitants dans la conception et la réalisation des projets. Son travail ne se limite pas à bâtir des infrastructures, mais vise à renforcer le tissu social et à promouvoir l'autonomisation des communautés. En collaborant étroitement avec les résidents des bidonvilles et des zones rurales, elle intègre l'art populaire et les savoir-faire locaux dans ses créations, tout en respectant l'environnement.

Des réalisations au service des démunis

À travers de nombreux projets de rénovation et de construction, Carin Smuts s'emploie à doter les quartiers défavorisés d'équipements essentiels tels que des écoles, des centres communautaires et des logements dignes. Son approche innovante et humaine reflète son engagement à repenser l'architecture comme un levier de développement durable et inclusif.

En 2008, le travail de Carin Smuts est couronné par le Prix international d'architecture durable/Global Award for Sustainable Architecture. Cette distinction, décernée lors d'un événement organisé par la Cité de l'architecture à Paris et l'Établissement public d'aménagement du Mantois-Seine-Aval (Epamsa), récompense son apport exceptionnel à la promotion de l'architecture durable et son engagement social.

Un héritage inspirant

À 48 ans, Carin Smuts continue de mettre son talent et son expertise au service des plus démunis, incarnant l'espoir d'un avenir où l'architecture contribue à réduire les inégalités et à améliorer la qualité de vie. Son travail, profondément enraciné dans les réalités sociales et culturelles de l'Afrique du Sud, reste un exemple vibrant de la manière dont l'architecture peut être un vecteur de changement et de justice sociale.



KUNLE ADEYEMI

Une révolutionnaire de l'architecture

Parmi les œuvres les plus marquantes de Kunlé Adeyemi figure la célèbre «Makoko Floating School», une structure flottante révolutionnaire située à l'origine dans le lagon de Lagos, au Nigeria. Conçue comme une réponse directe à l'urbanisation désordonnée et aux inondations, cette école flottante est devenue un prototype de construction sur l'eau.

L'impact de ce projet a transcendé les frontières du Nigeria. Le concept a évolué pour donner naissance au «Système flottant Makoko», une solution préfabriquée simple pour les constructions sur l'eau. Aujourd'hui, cette innovation est déployée dans cinq pays répartis sur trois continents, affirmant son utilité dans des contextes variés, allant des zones urbaines inondées aux régions cô-

tières vulnérables.

En 2016, Kunlé Adeyemi et NLÉ ont remporté le Prix Lion d'Argent lors de la 15^e biennale internationale d'architecture de Venise pour une nouvelle version de l'école flottante, consolidant ainsi leur position parmi les acteurs majeurs de l'architecture contemporaine.

Les «Villes africaines de l'eau»

Le travail d'Adeyemi ne s'arrête pas aux structures flottantes. Le projet «Villes africaines de l'eau», développé par NLÉ, explore les intersections entre urbanisation rapide et changement climatique. Cette initiative propose des modèles urbains durables adaptés aux zones aquatiques et met en lumière l'importance de solutions architecturales résilientes

face aux défis environnementaux.

Outre l'école flottante, Kunlé Adeyemi a laissé son empreinte à travers plusieurs projets internationaux emblématiques. L'on note parmi ces projets, «A Prelude to The Shed»: une structure innovante située à New York, aux États-Unis, explorant de nouvelles formes d'espace public. À cela s'ajoute «Black Rhino Academy»: une école respectueuse de l'environnement à Karatu, en Tanzanie, conçue pour inspirer les générations futures tout en s'intégrant harmonieusement dans son cadre naturel. Puis «Serpentine Summer House»: une installation temporaire au Royal Kensington Gardens à Londres, au Royaume-Uni, célébrant l'art et l'architecture dans un dialogue avec l'histoire.

Sous la direction de Kunlé Adeyemi, NLÉ s'est imposé comme un acteur clé dans la réinvention des espaces urbains et des habitats modernes. Le cabinet se distingue par son approche interdisciplinaire, combinant design, urbanisme et innovation technologique pour créer des espaces durables et inclusifs.

Une carrière guidée par l'innovation et l'impact social

À travers ses projets, Kunlé Adeyemi ne se contente pas de bâtir des structures. Il pose des questions fondamentales sur la relation entre l'homme, la nature et l'environnement bâti. Son approche visionnaire, ancrée dans les réalités africaines tout en s'ouvrant au monde, inspire une nouvelle génération d'architectes et de penseurs.

Kunlé Adeyemi continue de démontrer que l'architecture peut être un outil puissant pour répondre aux défis du monde moderne. Qu'il s'agisse de concevoir des écoles flottantes ou des espaces publics emblématiques, son travail incarne une quête incessante d'innovation au service de l'humanité.



MARIAM KAMARA

Une icône de l'architecture urbaine en Afrique

Mariam Kamara, architecte nigérienne née en 1979 à Saint-Étienne, France, incarne une vision audacieuse et contemporaine de l'architecture africaine. À la tête de l'Atelier Masomi, qu'elle a fondé en 2014 à Niamey, elle se distingue par son approche centrée sur le local et le durable, redéfinissant les normes architecturales tout en célébrant l'identité culturelle.

Avant de s'imposer dans le domaine de l'architecture, Mariam Kamara s'est d'abord illustrée dans un tout autre domaine : l'informatique. Après une licence obtenue à l'université Purdue en 2001 et un master à l'université de New York en 2004, elle décide de changer de cap. Passionnée par l'urbanisme et l'impact de l'espace sur les communautés, elle se tourne vers l'architecture et obtient un master en 2013 à l'Université de Washington.

Sa thèse, intitulée « Mobile Loitering », explore les problématiques de genre dans l'espace public au Niger. Ce travail marque le début de son engagement pour une architecture inclusive et ancrée dans les réalités sociales.

L'architecture locale au cœur de la création

En 2014, Mariam Kamara fonde Atelier Masomi, un cabinet basé à Niamey. La philosophie de l'atelier repose sur l'utilisation de matériaux locaux, tels que le ciment, le métal recyclé et la terre crue, et sur une conception centrée sur les besoins des habitants. Les bâtiments conçus par Mariam Kamara se caractérisent par des formes géométriques épurées, où chaque espace est pensé de l'intérieur vers l'extérieur, en parfaite adéquation avec son usage. L'Atelier Masomi ne se contente pas



de créer des structures esthétiques; il cherche à insuffler une nouvelle dynamique urbaine, respectueuse des traditions locales tout en répondant aux défis contemporains.

Une démarche collaborative et internationale

Mariam Kamara est également membre fondatrice du collectif United4design, un regroupement d'architectes engagés dans des projets internationaux au Niger, aux États-Unis et en Afghanistan. Ce collectif incarne une vision collaborative de l'architecture, favorisant l'échange de savoir-faire et l'adaptation aux besoins spécifiques des différentes régions du monde. Son engagement dépasse les frontières de la pratique architecturale. En tant qu'enseignante en urbanisme à l'université Brown, dans l'État de Rhode Island, Mariam Kamara transmet sa passion et sa vision à une nouvelle génération d'architectes, les incitant à repenser l'espace urbain avec créativité et

responsabilité.

La méthode de Mariam Kamara s'appuie sur des études de terrain approfondies pour comprendre les attentes des futurs habitants et utilisateurs. Cette approche lui permet de concevoir des espaces à la fois fonctionnels et harmonieux, qui s'intègrent parfaitement dans leur environnement naturel et social. En s'engageant à utiliser des matériaux locaux et des techniques durables, elle montre qu'il est possible de concilier innovation et respect des traditions. Ses projets incarnent une architecture qui raconte des histoires, relie les communautés et célèbre le patrimoine africain tout en répondant aux besoins modernes. Mariam Kamara représente une figure incontournable de l'architecture contemporaine africaine. À travers son travail avec l'Atelier Masomi et United4design, elle démontre qu'une architecture durable, inclusive et contextuelle est non seulement possible, mais essentielle pour relever les défis de l'urbanisation en Afrique et au-delà.

PIERRE GOUDIABY ATEPA

L'architecte bâtisseur de l'Afrique moderne

Né le 30 juin 1947 à Ziguinchor, en Casamance, Pierre Goudiaby Atepa est une figure emblématique de l'architecture contemporaine africaine. Architecte visionnaire et ancien footballeur, il est l'auteur de réalisations majeures, telles que le célèbre Monument de la Renaissance africaine à Dakar. Reconnu pour sa créativité et son engagement en faveur du développement africain, Atepa incarne l'innovation au service de l'identité culturelle.

Issu de la communauté des Diolas Fogny, Pierre Goudiaby Atepa porte un patronyme évocateur : « Atepa », qui signifie « le bâtisseur » en langue diola, un terme qui deviendra également le nom de sa société. Chrétien pratiquant, il est le fils d'un négociant et nourrit dans sa jeunesse une passion pour le théâtre avant de se tourner vers l'architecture.

Après des études au Lycée Blaise Diagne de Dakar, il obtient une bourse qui le mène aux États-Unis, où il intègre le prestigieux Rensselaer Polytechnic Institute à New York. Il y décroche un diplôme d'ingénieur en sciences de la construction, puis un diplôme d'architecture. Sa thèse, intitulée « La Ville idéale africaine », témoigne déjà de son ambition de réinventer l'urbanisme en Afrique.

Une ambition continentale et internationale

En 1977, Pierre Goudiaby Atepa crée son premier cabinet d'architecture. Quelques années plus tard, en 1985, il fonde Atepa Technologies, une société d'ingénierie technique, financière et immobilière. Fort de son expertise, il développe des pro-



jets dans plusieurs pays africains, notamment en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, au Togo, en Mauritanie, au Tchad, en République démocratique du Congo et au Burkina Faso.

Son influence dépasse les frontières africaines. En 2006, un Espace Atepa voit le jour sur les Champs-Élysées à Paris, et en 2010, il ouvre un bureau à Pékin. Cette présence internationale reflète son ambition de positionner l'architecture africaine au cœur du paysage mondial.

Des réalisations emblématiques

Parmi les nombreuses œuvres de Pierre Goudiaby Atepa, le Monument de la renaissance africaine est sans doute la plus célèbre. Inauguré en 2010 à Dakar, ce monument de 49 mètres de hauteur célèbre la résilience et la fierté du continent africain. Sa réalisation, bien que controversée à ses débuts, est devenue un symbole puissant de l'identité culturelle africaine.

Outre ce chef-d'œuvre, Atepa a conçu de nombreux bâtiments institution-

nels, culturels et commerciaux à travers le continent, contribuant à transformer les paysages urbains tout en respectant les spécificités locales.

Une carrière dédiée au rayonnement de l'architecture africaine

Pierre Goudiaby Atepa a joué un rôle clé dans la promotion de l'architecture africaine. En tant que président de l'Ordre des architectes du Sénégal et de l'Union des architectes d'Afrique, il a œuvré pour renforcer la coopération entre les professionnels du secteur et promouvoir les talents africains à l'international. Il a également servi comme conseiller en architecture auprès du président sénégalais Abdoulaye Wade, une position qui lui a permis de participer à des projets de grande envergure pour le développement du pays.

À travers ses réalisations, Pierre Goudiaby Atepa s'est imposé comme un architecte visionnaire et un ambassadeur de l'Afrique moderne. Sa démarche combine une maîtrise technique rigoureuse, une profonde compréhension des réalités culturelles locales, et une volonté d'inscrire l'Afrique dans une dynamique globale. En conjuguant innovation, tradition et durabilité, Atepa continue de bâtir un héritage qui inspire les générations présentes et futures.

TOGO

Lancement des travaux de bitumage dans la commune de Golf 7

Au Togo, une nouvelle étape a été franchie dans la réalisation du projet 20 000 logements à coût abordable dans la commune de Golf 7, avec la remise officielle, le 17 décembre 2024, des sites aux entreprises en charge de l'aménagement, de l'assainissement et du bitumage des rues desservant les sites.

Le projet prévoit le bitumage de 9,439 km de rues avec des dispositifs d'évacuation des eaux pluviales. Les travaux, qui dureront 18 mois, visent à améliorer significativement le cadre de vie des habitants. Le secrétaire général du ministère de l'Urbanisme, Dr Ouadja Kossi Gbati, a procédé à la remise aux côtés du maire de Golfe 7, Aimé Koffi Djikounou, d'élus locaux, ainsi que des représentants des entreprises GER /ECOBA-K et des bureaux de contrôle BETRA/I-SEPT. Il a insisté sur le respect des délais et la qualité des travaux, soulignant l'importance de cette initiative pour un développement urbain durable.

Pour rappel, ce projet s'inscrit dans un programme global conçu par le gouvernement conformément à son ambition de promotion d'un cadre de vie décent, en vue d'ériger des logements sociaux abordables. Ainsi, au Togo, au moins 20 000 logements sociaux devraient sortir de terre d'ici deux ans. Ce programme, déjà inclus dans le Plan national de développement, a été de nouveau rappelé par le ministre en charge de l'habitat dans son adresse à la Nation à l'occasion de la journée mondiale de l'habitat célébrée ce lundi.

Le projet de 20 000 logements à coût abordable sera réalisé grâce à l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) qui a conclu en juillet 2022, avec le Togo, un accord de financement de 5,13 millions de dollars (environ 3 milliards FCFA).

Avec Ledefenseurinfo.tg et Launetogo.tg



AFRIQUE

La maison la plus photographiée se trouve au Kenya



La Maison du patrimoine africain (African Heritage House) est une maison de Nairobi au Kenya, présentée comme étant la plus photographiée d'Afrique. Lors de ses nombreux voyages en Afrique, l'Américain Alan Donovan a eu l'occasion de contempler des architectures de boue dont il s'est inspiré pour créer cette structure que l'on peut admirer dans la capitale kenyane : Donovan a tiré son inspiration initiale des vastes mosquées de boue situées à Djenné et Tombouctou au Mali, qu'il avait aperçues lors de sa première traversée du désert du Sahara en 1969.

L'édifice, construit entre 1989 et 1994, trône sur une colline dominant le parc national de Nairobi. L'intérieur du bâtiment, qui contient une collection d'art englobant 50 ans de toute









l'Afrique, présente une esthétique africaine, avec des portes qui s'inspirent des maisons swahili de Lamu et une cour intérieure qui s'inspire de la tradition marocaine. La parti-

cularité de cette maison réside dans sa collection d'objets, si variée et si précieuse, qu'elle a fait de la maison un monument national.

Avec Maison-monde.com



-  **Construction Immobilière**
-  **Vente et location**
-  **Travaux Routiers**
-  **Promotion Immobilière**
-  **Gestion Immobilière**
-  **Bâtiments et Travaux Publics**

GROUPE KASTOR AFRICA

Le **Groupe Kastor Africa**, est une société de BTP, de promotion immobilière et foncière dont les principales activités portent sur l'aménagement des sites, la construction et la commercialisation des logements collectifs et individuels.

Le **Groupe Kastor Africa** se tient comme une solution aux problèmes d'infrastructures routières et la construction de logements en Afrique. Nous travaillons sur des valeurs qui nous sont chères telles que l'innovation, l'excellence, la fiabilité, l'accessibilité et la transformation du capital humain.

Notre vision panafricaine se résume ainsi: **"UN TOIT POUR TOUS"**

Nous réalisons de grands projets de villes nouvelles dont "Espoir City", "Eco City" et la "Cité de l'intégration", respectivement au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.



Siège Social Burkina Faso:

Ouaga 2000 non loin du camp
Baba Sy - 11 Boîte Postale 1883
Ouagadougou CMS- TEL : +226
25 65 40 05/67 41 42 42

Siège Social Côte d'Ivoire:

Abidjan-Cocody-Riviera M'badon,
non loin de l'Ambassade de Chine
et de l'Université UIPA - 08 BP
2292 Abidjan - Tél: +225 27 24 31
06 05 / 07 01 21 21 21

AFRIQUE

12 bâtiments symboles d'une architecture créative

Malgré la reconnaissance mondiale des pyramides d'Égypte, une grande partie de l'architecture africaine demeure inconnue. Deux architectes, Adil Dalbai et Livingstone Mukasa, espèrent changer la donne. Auteurs du «Guide architectural de l'Afrique subsaharienne en sept volumes», ils présentent des édifices d'époques anciennes ou contemporaines. En 2021, douze d'entre eux ont été compilés par la BBC en 2021.





TOMBES DE KASUBI, OUGANDA - 1882
Tombeaux de Kasubi, Ouganda Crédit photo, Sébastien Moriset

Couvrant des hectares de terres agricoles dans la capitale ougandaise, Kampala, le complexe royal de Kasubi est le lieu de sépulture des monarques du royaume du Buganda. Il a été construit principalement en bois et autres matériaux organiques. L'intérieur est conçu pour reproduire une forêt sacrée et est surmonté de 52 anneaux circulaires pour représenter chacun des 52 clans du Buganda. Ces tombes ont été construits à la fin du XIXe siècle, avant l'introduction des matériaux modernes, en utilisant des méthodes traditionnelles vieilles de plusieurs siècles.

MARCHÉ DE LIDETA, ÉTHIOPIE - 2017
Marché de Lideta, Éthiopie

D'inspiration contemporaine, ce centre commercial a été construit par Vilalta Studio dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, avec du béton léger. La conception réfléchie comprend une façade perforée qui contrôle le flux de lumière naturelle et la ventilation à l'intérieur. En outre, le motif découpé qui décore la coque blanche étincelante du bâtiment imite un tissu éthiopien traditionnel.



HIKMA COMPLEXE, NIGER - 2018

Complexe Hikma, Niger

La fondatrice nigérienne du studio d'architecture Atelier Mas m , Mariam Kamara, a collaboré avec Yasaman Esmaili du Studio Chahar pour restaurer une ancienne mosquée Hausa qui était tombée en ruine, en y ajoutant un espace communautaire et une bibliothèque. Les briques de terre comprimée constituent la majeure partie du bâtiment et les matériaux proviennent principalement d'un rayon de 5 km autour du site, dans le village de Dandaji. Pour M. Dalbai, le projet est particulièrement impressionnant en raison du mélange harmonieux de l'ancien et du nouveau. « C'est clairement un bâtiment contemporain qui est profondément ancré dans la tradition nigérienne », a déclaré l'architecte allemand. « Non seulement sur le plan culturel, mais aussi sur le plan technique, car il s'appuie sur des techniques de construction et des matériaux traditionnels anciens ».



CENTRE DES VISITEURS DE MAROPENG, AFRIQUE DU SUD - 2006

Centre des visiteurs de Maropeng, Afrique du Sud



Connu comme le site du patrimoine mondial du berceau de l'humanité, Maropeng est un centre de visiteurs ultramoderne conçu pour aider les gens à s'informer sur le développement précoce de l'homme moderne. Cette structure emblématique a été conçue par les cabinets sud-africains GAPP Architects et MMA Studio. Le bâtiment lui-même ressemble à un monticule funéraire émergent de la terre dans un design qui semble véritablement intégré à la nature.

PYRAMIDES DE MEROË, SOUDAN - 300 AVANT J.-C.

Pyramides de Meroë, Soudan

Les plus anciennes entrées du guide sont ces pyramides à degrés, qui datent de 3 000 ans avant Jésus-Christ, situées à environ 200 km de Khartoum, la capitale du Soudan, à Meroë, dans la vallée du Nil. Ce site inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco était autrefois la capitale de l'ancien empire koushite et les fouilles ont révélé les vestiges de palais, de temples et de thermes royaux. Les pyramides de ce site funéraire ont été construites avec des blocs de grès, tandis que des reliefs élaborés sont gravés à l'intérieur.



MAISONS BASOTHO, LESOTHO - DATE INCONNUE

Une maison basotho au Lesotho



Au Lesotho, le «lite-ma» est une décoration murale comprenant des éléments de gravure, de mosaïque et de relief sur les façades des maisons. Construite en briques de terre et en plâtre, cette maison est peinte dans les couleurs traditionnelles de l'ocre rouge pour symboliser le sang de la fertilité et du sacrifice, du blanc pour représenter la pureté et la paix, et du noir pour faire référence aux ancêtres et à la promesse de pluie symbolisée par les «nuages de pluie sombres».

BIBLIOTHÈQUE KENNETH DIKE, NIGERIA - 1954

Bibliothèque Kenneth Dike, Nigeria

Cette bibliothèque est souvent citée comme l'une des œuvres clés de ce que l'on appelle le «modernisme tropical». Elle a été construite à une époque où les brise-soleil à motifs étaient de plus en plus populaires, s'inspirant de l'utilisation par l'architecte franco-suisse Le Corbusier du «brise-soleil» - une caractéristique architecturale d'un bâtiment qui réduit la chaleur à l'intérieur d'un bâtiment en déviant la lumière du soleil. Le bâtiment a été conçu par Maxwell Fry et Jane Drew, qui étaient des pionniers du mouvement moderne en Angleterre. La bibliothèque fait partie du campus de l'université d'Ibadan - fondée par les autorités coloniales britanniques en 1948 - et est devenue un modèle influent pour l'architecture sensible au climat dans la sous-région.



GRANDE MOSQUÉE DE DJENNÉ, MALI - 13E SIÈCLE

Grande Mosquée de Djenné, Mali



Monument de l'Islam, la Grande Mosquée est la plus grande structure construite en terre au monde. La mosquée est un symbole de la ville de Djenné, qui a prospéré comme centre de commerce entre 800 et 1250. Les murs lisses et sculptés de l'édifice sont construits avec des briques de terre cuites au soleil, du mortier à base de sable et de terre et une couche de plâtre. Chaque année, les habitants de la ville refont ensemble le crépissage de la mosquée au cours d'un événement d'une journée connu sous le nom de Crépissage de la Grande Mosquée.

PALAIS DE L'EMPEREUR FASILIDES, ÉTHIOPIE - DÉBUT DU 17^e SIÈCLE

Palais de l'empereur Fasilides, Éthiopie

Ce palais est situé dans la ville de Gondar, au nord de l'Éthiopie, dans une enceinte fortifiée connue sous le nom de «Fasil Ghebbi» (enceinte royale). Le site comprend une vingtaine de palais, de bâtiments royaux, de monastères et de bâtiments uniques décorés de façon élaborée. La conception de ces bâtiments a été influencée par le style baroque apporté à Gondar par les missionnaires jésuites.



CHAPELLE DOMINICAINE, NIGERIA - 1973

Chapelle dominicaine, Nigeria - 1973

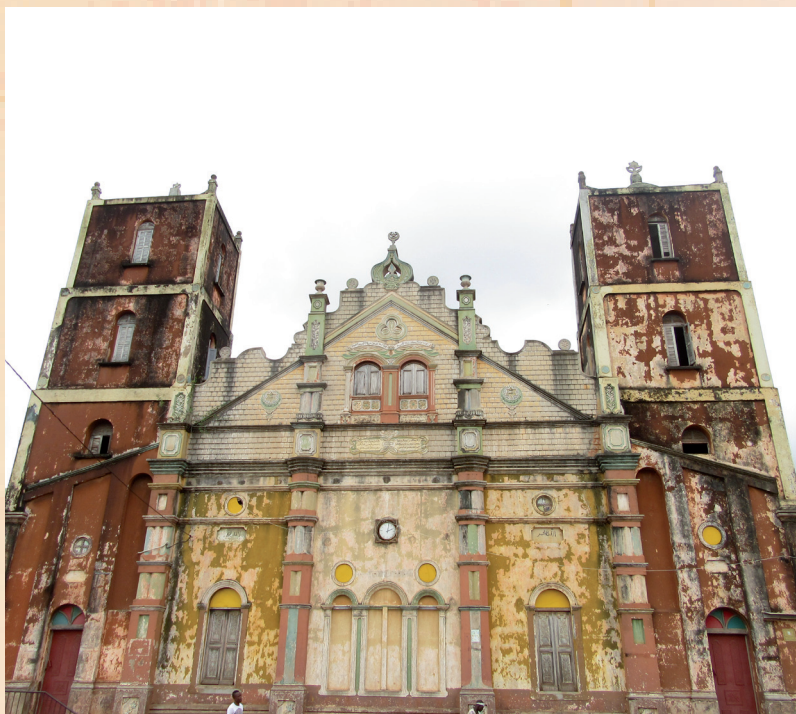


L'artiste Demas Nwoko mélange des éléments sculpturaux et la modernité avec un style d'architecture vernaculaire nigérien dans cette chapelle dominicaine réimaginée à Ibadan. La structure intègre des caractéristiques telles que des colonnes en bois sculpté et un travail métallique élaboré sur les balustrades et les portes. Elle a marqué une rupture radicale avec le mouvement moderniste qui s'était imposé sur le continent africain, en faveur d'un moyen d'expression «local et dérivé de la culture locale».

GRANDE MOSQUÉE, BÉNIN - 1912-1935

Grande Mosquée, Bénin

Cette mosquée située à Porto-Novo, la capitale du Bénin, est un exemple frappant d'architecture afro-brésilienne construite dans le style des églises des XVIIe et XVIIIe siècles dans l'État de Bahia, au nord-est du Brésil. La palette de couleurs jaune vif, marron, vert et bleu rappelle l'architecture historique de Bahia. Située le long de la côte ouest-africaine, cette mosquée est l'une des nombreuses mosquées afro-brésiennes construites au début du XXe siècle par des descendants d'esclaves libérés qui sont revenus au pays. « Elle montre les nombreuses couches propres au patrimoine architectural de l'Afrique de l'Ouest - les connexions intercontinentales entre l'Europe, l'Amérique du Sud et la côte ouest-africaine dans la baie du Bénin à une époque où les échanges étaient nombreux », déclare Dalbai.



CENTRE D'INTERPRÉTATION DE MAPUNGUBWE, AFRIQUE DU SUD - 2009

Centre d'interprétation de Mapungubwe, Afrique du Sud



Situé dans un paysage rocheux au sein du parc national de Mapungubwe, ce centre a valu à l'architecte sud-africain Peter Rich le prix du bâtiment de l'année 2009 au Festival mondial d'architecture. Ce projet célèbre est construit selon «une technique de voûte oubliée depuis longtemps, que les maçons d'Afrique du Nord ont apportée en Catalogne et qui a été utilisée par des architectes tels qu'Antoni Gaudí», selon Peter Rich. Les briques de boue ont été formées en utilisant la terre du site de construction et seulement 5 % de ciment supplémentaire pour créer un mélange d'argile.

Source : BBC News



Tous Risques Chantiers

**SUNU Assurances a le bon profil
pour préserver vos ouvrages**

VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER
SUR TOUS VOS PROJETS :**

**ÉNERGIE
MINES
CONSTRUCTION &
INFRASTRUCTURES**


+ 50 000 m²
d'Installations

Un Réseau de
+ 2 000
Collaborateurs


2  Centres de
Reconditionnement
de Composants

1 Centre
de Formation
Régional 

 **+ 1 600**
Modèles suivis

Un parc actif de
23 000
Équipements




LET'S DO THE WORK.™

© 2023 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

JA Delmas 

WWW.JADELMAS.COM

Comecsp/lan r/rodbp/ha-larvya.com